

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/31153]

24 FEVRIER 2022. — Décret modifiant et adaptant certaines dispositions en matière d'enseignement obligatoire et non obligatoire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Article 1^{er}. A l'article 1.3.1-1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les modifications suivantes sont effectuées:

1. au point 13°, les termes « de l'école » sont remplacés par les termes « du pouvoir organisateur »;
2. il est inséré entre les points 22° et 23° un point 22°/1, rédigé comme suit: « 22°/1 dispositif d'ajustement: le dispositif visé à l'article 1.5.2-16; »;
3. au point 24°, les termes « du pouvoir organisateur » sont ajoutés entre les termes « et pédagogique » et « est construit »;
4. au point 42°, les termes « de ceux » sont remplacés par les termes « des jours » et le terme « durant » est supprimé;
5. il est inséré entre les points 49° et 50° un point 49°/1 rédigé comme suit: « protocole de collaboration: le protocole visé à l'article 1.5.2-17, § 2; ».

Art. 2. A l'article 1.4.1-2, alinéa 2, 5°, du même Code, les termes « à la certification » sont remplacés par les termes « aux évaluations externes certificatives et non certificatives ».

Art. 3. A l'article 1.4.2-2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les termes « le référentiel du tronc commun » est remplacé par les termes « les référentiels du tronc commun ».

Art. 4. A l'article 1.4.2-3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. le mot « sept » est remplacé par le mot « huit »;
2. il est ajouté un point 8°, rédigé comme suit: « 8° le domaine « Apprendre à s'orienter ».

Art. 5. A l'article 1.4.3-2, § 4, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, les termes « enseignement supérieur professionnel et secondaire » sont remplacés par les termes « enseignement secondaire professionnel ».

Art. 6. A l'article 1.5.1-12, § 2, du même Code, les termes « de tomber sous l'application de » sont remplacés par les termes « des sanctions prévues à ».

Art. 7. A l'article 1.5.2-1, alinéa 1^{er}, du même Code, les termes « décider d'élaborer un plan de pilotage par implantation » sont remplacés par les termes « , dans leur plan de pilotage, distinguer des objectifs spécifiques par implantation ».

Art. 8. A l'article 1.5.2-2, alinéa 1^{er}, du même Code, les termes « En vue de » sont remplacés par les termes « Dans le cadre de ».

Art. 9. A l'article 1.5.2-3 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1^{er}, les termes « Le plan de pilotage de chaque école est établi dans le cadre de ces objectifs d'amélioration, et le cas échéant, de ces objectifs particuliers » sont remplacés par les termes « Le plan de pilotage de chaque école est établi dans le cadre des objectifs d'amélioration du système éducatif et, le cas échéant, des objectifs particuliers, »;
2. au § 1^{er}, 4°, les termes « l'élaboration et la mise en œuvre du plan de pilotage » sont remplacés par les termes « l'élaboration du plan de pilotage et la mise en œuvre du contrat d'objectifs ».

Art. 10. A l'article 1.5.2-4 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 2, les termes « , son adaptation, le cas échéant, et la mise en œuvre du contrat d'objectifs » sont insérés à la suite des termes « pour l'élaboration du plan de pilotage »;
2. à l'alinéa 2, les termes « pour la mise en œuvre de cet appui, une convention d'accompagnement » sont remplacés par les termes « A cette fin, une convention d'accompagnement »;
3. à l'alinéa 4, les termes « l'approbation » sont remplacés par les termes « après l'approbation ».

Art. 11. A l'article 1.5.2-5 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « du dépôt du plan de pilotage » sont remplacés par les termes « suivant le dépôt du plan de pilotage »;
2. au § 3, alinéa 5, les termes « Dans le cadre de cette analyse, le délégué au contrat d'objectifs peut rencontrer le pouvoir organisateur, le directeur, l'équipe éducative de l'école, les représentants des parents, les représentants des organes locaux de concertation sociale et, pour l'enseignement secondaire, les représentants des élèves. » sont insérés à la suite des termes « et à leurs arrêtés d'exécution. ».

Art. 12. A l'article 1.5.2-8, alinéa 2, du même Code, les termes « dans le cas où le suivi rapproché se prolonge après la contractualisation, » sont insérés entre les termes « une fois le contrat d'objectifs approuvé, » et « le délégué au contrat d'objectifs ».

Art. 13. A l'article 1.5.2-9 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 2, alinéa 1^{er}, les termes « , avec le délégué au contrat d'objectifs » sont insérés entre les termes « avec les équipes du centre PMS » et « et avec les représentants des parents. »;
2. au § 2, alinéa 5, les termes « du système éducatif » sont insérés entre les termes « aux objectifs d'amélioration » et « et, le cas échéant, »;

3. au § 2, alinéa 5, et § 3, les termes « plan de pilotage » sont remplacés par les termes « contrat d'objectifs ».

Art. 14. A l'article 1.5.2-10, alinéa 4, du même Code, les termes « et avec le délégué au contrat d'objectifs » sont insérés entre les termes « avec les équipes du centre PMS » et « , propose la modification du ».

Art. 15. Dans l'article 1.5.2-16 du même Code, paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

« La proposition de « dispositif d'ajustement » comprend notamment les éléments suivants:

1. les actions prioritaires à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'ajustement tels que définis à l'article 1.5.2-15, les méthodes de mesure et d'évaluation des résultats attendus ainsi que les délais dans lesquels ceux-ci sont attendus;

2. les modalités du travail collaboratif de l'ensemble de l'équipe éducative de l'école permettant notamment l'élaboration du dispositif d'ajustement et la mise en œuvre du protocole de collaboration;

3. le plan de formation visé à l'article 12, § 1^{er}, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ou à l'article 19, § 1^{er}, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière;

4. les modalités de la mise en œuvre du continuum pédagogique visant, tout au long du tronc commun, à assurer à tous les élèves les compétences initiales et les savoirs, les savoir-faire et les compétences du référentiel du tronc commun nécessaires à leur épanouissement personnel, à leur insertion sociale et à la poursuite de leurs études, dans la mesure et au rythme suivant lesquels l'école est concernée, y compris les modalités de la différenciation des accompagnements et de l'accompagnement personnalisé. ».

Art. 16. Dans l'article 1.5.2-16, alinéa 3, du même Code, tel que remplacé par l'article 15 du présent décret, le 3^o est remplacé par ce qui suit:

« 3^o le plan de formation visé par l'article 6.1.4-1; ».

Art. 17. A l'article 1.5.2-16, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, le terme « sociale » est inséré entre les termes « organes locaux de concertation » et « , ainsi qu'à la cellule ».

Art. 18. A l'article 1.5.2-17 du même Code, les modifications suivantes sont introduites:

1. au § 1^{er}, alinéa 3, l'interligne est supprimé entre les points 5^o et 1^o et le « 1^o » est remplacé par « 6^o »;

2. au § 2, les termes « le cas échéant » sont supprimés entre les termes « entre le pouvoir organisateur, » et « sa fédération de pouvoirs »;

3. au § 3, alinéa 4, les termes « le cas échéant » sont supprimés entre les termes « entre le pouvoir organisateur, » et « sa fédération de pouvoirs »;

4. au § 4, les termes « , le cas échéant, » sont supprimés entre les termes « du pouvoir organisateur concerné et » et « de la fédération de pouvoirs ».

Art. 19. A l'article 1.5.2-18 du même Code, les termes « plan de pilotage » sont remplacés par les termes « dispositif d'ajustement ».

Art. 20. A l'article 1.5.3-2, § 1^{er}, alinéa 3, du même Code, le point 2^o est remplacé par ce qui suit:

« 2^o les représentants des parents, en ce compris les parents dont les enfants sont inscrits dans l'enseignement spécialisé et qui font l'objet d'un projet d'intégration dans l'enseignement ordinaire. ».

Art. 21. Dans l'article 1.5.3-13 du même Code, le paragraphe 3 est complété par ce qui suit:

« Les parents dont les enfants sont inscrits dans l'enseignement spécialisé et qui font l'objet d'un projet d'intégration dans l'enseignement ordinaire sont également membres de droit de l'association de parents de l'école ordinaire concernée. ».

Art. 22. A l'article 1.5.3-15, § 4, alinéa 4, du même Code, les termes « pour un parti » sont supprimés.

Art. 23. A l'article 1.6.1-2, § 2, 2^o, du même Code, les termes « de contrôle spécifique » sont remplacés par les termes « des missions de contrôle spécifiques ».

Art. 24. A l'article 1.6.3-5 du même Code, les modifications suivantes sont introduites:

1. au § 2, alinéa 3, 1^o, les termes « pour l'ensemble des élèves de quatrième année de l'enseignement secondaire » sont supprimés;

2. au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « , à l'exception de celle organisée en fin de sixième primaire, » sont supprimés;

3. au § 3, alinéa 2, les termes « à la même date » sont remplacés par les termes « durant la même période ».

Art. 25. A l'article 1.6.3-6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les termes « il est créé un groupe de travail composé de la manière suivante » sont remplacés par les termes « le Gouvernement crée un groupe de travail remplissant ses missions sous la coordination de la Commission des évaluations visée à l'article 1.6.4-1. Il est composé de la manière suivante: ».

Art. 26. A l'article 1.6.3-7, 5^o, du même Code, les termes « d'un document proposant des pistes » sont remplacés par les termes « de pistes ».

Art. 27. A l'article 1.6.3-11, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, les termes « d'un document proposant des pistes » sont remplacés par les termes « de pistes ».

Art. 28. A l'article 1.7.1-3, alinéa 1^{er}, du même Code, les termes « avant le 1^{er} octobre » sont remplacés par les termes « selon les modalités définies à l'article 1.7.1-12 ».

Art. 29. A l'article 1.7.1-6, § 1^{er}, alinéa 4, du même Code, les termes « , ou pour ne pas avoir inscrit cet enfant dans une structure permettant de répondre à l'obligation scolaire, ou pour ne pas avoir déclaré que l'enfant suivait un enseignement à domicile. » sont introduits après les termes « absences du même enfant mineur ».

Art. 30. A l'article 1.7.1-10, alinéa 6, du même Code, les termes « plan de pilotage » sont remplacés par les termes « contrat d'objectifs ».

Art. 31. L'article 1.7.1-12 du même Code est remplacé par ce qui suit:

« Article 1.7.1-12, § 1^{er}. Relèvent de l'enseignement à domicile les mineurs qui ne sont pas inscrits dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2.

Les personnes responsables du mineur soumis à l'obligation scolaire qui souhaitent l'instruire en dehors d'une école organisée ou subventionnée par la Communauté française transmettent, au plus tard le 5 septembre de chaque année, une déclaration aux Services du Gouvernement. Cette déclaration peut être transmise jusqu'au 15 septembre si les personnes responsables du mineur soumis à l'obligation scolaire établissent qu'il était inscrit, au début de l'année scolaire en cours, dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2.

Cette déclaration peut être effectuée au-delà de cette date lorsque le mineur soumis à l'obligation scolaire fixe sa résidence en Belgique dans le courant de l'année scolaire.

Lorsque les personnes responsables du mineur font instruire leurs enfants dans une école qui n'est ni organisée ni subventionnée par la Communauté française, elles peuvent, sous leur responsabilité, se décharger de cette obligation de déclaration sur la direction de cette école.

La forme de la déclaration est fixée par le Gouvernement.

§ 2. En même temps que la déclaration visée au paragraphe 1^{er}, les parents d'un mineur soumis à l'obligation scolaire qui ne remplit pas les conditions fixées aux articles 1.7.1-19 et 1.7.1-20 peuvent introduire une demande de dérogation motivée. La demande expose les motifs pour lesquels ces conditions ne sont pas remplies et les objectifs poursuivis par l'enseignement à domicile. Elle est accompagnée d'un plan individuel de formation et des documents justificatifs.

Le Président de la Commission visée à l'article 1.7.1-13 rejette la demande si le dossier est manifestement incomplet ou la demande manifestement non fondée.

Pour les demandes recevables, la Commission peut, après avis du Service général de l'Inspection, octroyer une dérogation. Dans ce cas, elle fixe le délai dans lequel les conditions de certification devront être remplies et les modalités de suivi de l'enseignement à domicile et, le cas échéant, examine la demande au regard de l'article 1.7.1-14, § 2.

En cas de refus, les personnes responsables du mineur soumis à l'obligation scolaire l'inscrivent dans une école visée à l'article 1.7.1-2, § 2. La Commission fixe le délai dans lequel les personnes responsables fournissent la preuve d'inscription. ».

Art. 32. A l'article 1.7.1-22 du même Code, les termes « § 1^{er} » au premier paragraphe et le § 2 sont supprimés.

Art. 33. A l'article 1.7.3-4, § 2, alinéa 4, du même Code, les mots « au conseil de la consommation » sont remplacés par les mots « à la Commission consultative spéciale « Consommation ». »

Art. 34. A l'article 1.7.5-2, § 1^{er}, du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

« Ce formulaire permet:

1. dans une première partie, d'introduire une demande de dispense à un des cours visés au 2°. Cette demande ne doit pas être motivée;

2. dans une deuxième partie, le choix entre le cours de religion et le cours de morale non confessionnelle. Si le choix porte sur le cours de religion, la déclaration indiquera explicitement la religion choisie. »

Art. 35. A l'article 1.7.7-4 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1^{er}, l'alinéa 3 est supprimé;

2. au § 1^{er}, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

« Dans l'enseignement fondamental, tout pouvoir organisateur ou son délégué informe les services du Gouvernement, pour chaque implantation de ses écoles d'enseignement fondamental, du nombre de places disponibles pour chaque année d'études dans l'enseignement ordinaire et pour chaque type et maturité dans l'enseignement spécialisé.

Dans l'enseignement secondaire, tout pouvoir organisateur ou son délégué informe les services du Gouvernement, pour chaque école d'enseignement secondaire, de l'indisponibilité de places pour chaque année d'études, forme et option dans l'enseignement ordinaire et pour chaque type, forme, phase et option dans l'enseignement spécialisé. »;

3. au § 2, dernier alinéa, les termes « du Gouvernement » sont supprimés.

Art. 36. A l'article 1.7.9-6, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, les termes « jours ouvrables scolaires » sont remplacés par « jour ouvrable. ».

Art. 37. A l'article 1.7.9-7, § 3, du même Code:

1. à l'alinéa 1^{er}, le terme « scolaire » est supprimé;

2. à l'alinéa 3, le terme « scolaires » est supprimé.

Art. 38. A l'article 1.9.2-2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. au point 1°, les termes « et § 3, alinéa 2, 1° » sont supprimés;

2. au point 2°, les termes « et § 3, alinéa 2, 2° » sont supprimés.

Art. 39. A l'article 2.2.1-5, § 3, du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. au point 3°, b), les termes « les applications technologiques, manuelles et le numérique » sont remplacés par les termes « la formation manuelle, technique, technologique et numérique »;

2. au point 4°, a), le terme « quatre » est remplacé par le terme « deux ».

Art. 40. A l'article 2.2.1-5, § 3, alinéa 2, du même Code, les termes « 6° et 7° » sont remplacés par les termes « 6°, 7° et 8° ».

Art. 41. A l'article 2.2.2-1, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. au point 1°, *a*), les termes « la langue française et les langues anciennes, à raison de six périodes; » sont remplacés par les termes « la langue française, à raison de six périodes en première année et de quatre périodes en seconde et en troisième années, et les langues anciennes, à raison de deux périodes en deuxième et en troisième années; »;

2. au point 3°, *c*), les termes « les applications technologiques, manuelles et le numérique » sont remplacés par les termes « la formation manuelle, technique, technologique et numérique ».

3. au même article, § 3, alinéa 1, les termes « 6° et 7° » sont remplacés par les termes « 6°, 7° et 8° ».

Art. 42. A l'article 2.2.4-1, alinéa 2, du même Code, les termes « 2.2.1-7 et 2.2.2-1, § 1^{er}, alinéa 2, 2° et 3° » sont remplacés par les termes « 2.2.1-6 et 2.2.2-1, § 1^{er}, alinéa 2, 2° ».

Art. 43. A l'article 2.3.1-1, alinéa 2, du même Code, le mot « sept » est remplacé par le mot « huit ».

Art. 44. A l'article 2.3.1-3, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 2, le terme « complémentaires » est inséré entre les termes « Ces dispositifs spécifiques » et les termes « font l'objet »;

2. à l'alinéa 3, le terme « complémentaires » est inséré entre les termes « Les dispositifs spécifiques » et les termes « sont mentionnés ».

Art. 45. A l'article 2.3.1-4, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, le terme « complémentaires » est inséré entre les termes « Les dispositifs spécifiques » et les termes « de différenciation ».

Art. 46. A l'article 2.3.1-6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1. le terme « complémentaire » est inséré entre les termes « un dispositif spécifique » et les termes « tel que visé »;

2. le terme « complémentaire » est inséré entre les termes « ce dispositif spécifique » et les termes « n'a pas permis ».

Art. 47. A l'article 2.3.1-7, alinéa 2, 2°, du même Code, le terme « complémentaire » est inséré entre les termes « du dispositif spécifique » et les termes « mis en place ».

Art. 48. A l'article 2.4.1-1, § 3, alinéa 3, 1°, du même Code, les termes « service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux » sont remplacés à deux reprises par les termes « Service général de l'Inspection ».

Art. 49. A l'article 2.6.1-1, alinéa 3, troisième tiret, du même Code, les termes « des applications technologiques, manuelles et le numérique » sont remplacés par les termes « de la formation manuelle, technique, technologique et numérique ».

Art. 50. Dans le même Code, l'annexe intitulée « Indicateurs et valeurs de référence liés aux objectifs d'amélioration énoncés à l'article 1.5.2-2, alinéa 2 » est remplacée par ce qui suit:

« Indicateurs et valeurs de référence liés aux objectifs d'amélioration énoncés à l'article 1.5.2-2, alinéa 2.

Objectif d'amélioration	Indicateurs	Valeurs de référence
1. Améliorer significativement les savoirs, les savoir-faire et les compétences des élèves	Indicateur 1.1: Part des jeunes de 15 ans qui possèdent des compétences moyennes et des compétences de haut niveau dans chacun des domaines couverts par PISA: 1.1.1: lecture 1.1.2: mathématiques 1.1.3: sciences	Valeur de référence 1.1: Atteindre la moyenne des pays voisins (Pays-Bas, Allemagne, France, Luxembourg, Royaume-Uni en incluant la Flandre) aux tests PISA, ce qui signifie, passer: de 77,4% (2015) à 81% (2030) de 76,0% (2015) à 80% (2030) de 76,9% (2015) à 81% (2030)
	Indicateur 1.2: Part des jeunes de 15 ans qui possèdent des compétences de haut niveau dans chacun des domaines couverts par PISA: 1.2.1: lecture 1.2.2: mathématiques 1.2.3: sciences	Valeur de référence 1.2: Atteindre la moyenne des pays voisins (Pays-Bas, Allemagne, France, Luxembourg, Royaume-Uni en incluant la Flandre) aux tests PISA, ce qui signifie, passer: de 5,9% (2015) à 11% (2030) de 10,0% (2015) à 14% (2030) de 5,3% (2015) à 10%(2030)
	Indicateur 1.3: Résultats aux évaluations externes dans l'ensemble des matières couvertes (français, mathématiques et éveil pour le CEB - français, mathématiques, sciences et langues modernes pour le CE1D) mesurés sur la base du résultat moyen de l'ensemble des élèves (en ce compris pour la forme 4 de l'enseignement secondaire spécialisé)	Valeur de référence 1.3: Pas de valeur chiffrée définie ; amélioration importante attendue
	Indicateur 1.4: Part des jeunes ayant fréquenté la forme 3 de l'enseignement secondaire spécialisé et ayant obtenu un certificat de qualification	Valeur de référence 1.4: Pas de valeur chiffrée définie ; amélioration attendue
	Indicateur 1.5: Différences des résultats aux évaluations externes entre écoles exprimées de manière proportionnelle à la dispersion des résultats entre élèves: 1.5.1: CEB français 1.5.2: CEB mathématiques 1.5.3: CEB éveil 1.5.4: CE1D français 1.5.5: CE1D mathématiques 1.5.6: CE1D langues modernes 1.5.7: CE1D sciences	Valeur de référence 1.5: Passer: de 22,2% (2016-17) à 16% (2030-31) de 26,4% (2016-17) à 18% (2030-31) de 22,3% (2016-17) à 16% (2030-31) de 26,8% (2016-17) à 21% (2030-31) de 36,6% (2016-17) à 29% (2030-31) de 26,9% (2016-17) à 22% (2030-31) de 30,7% (2016-17) à 25% (2030-31)
2. Augmenter la part des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire supérieur	Indicateur 2: La part des jeunes entre 20 et 24 ans diplômés de l'enseignement secondaire supérieur parmi les jeunes résidant sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles	Valeur de référence 2: Atteindre en 2030 l'objectif fixé au niveau européen, soit 85% de la population concernée (situation actuelle: 79% selon les chiffres d'Eurostat)
3. Réduire les différences entre les résultats des élèves les plus favorisés et des élèves les moins favorisés d'un point de vue socioéconomique	Indicateur 3: La différence entre les résultats des élèves les plus favorisés et ceux des élèves les moins favorisés d'un point de vue socioéconomique aux tests PISA: 3.1: lecture 3.2: mathématiques 3.3: sciences	Valeur de référence 3: Atteindre la moyenne des pays voisins (Pays-Bas, Allemagne, France, Luxembourg, Royaume-Uni en incluant la Flandre) aux tests PISA, ce qui signifie, passer: de 107,3 (2015) à 101 points (2030) de 106,6 (2015) à 95 points (2030) de 111,6 (2015) à 106 points (2030)

4. Réduire progressivement le redoublement et le décrochage	Indicateur 4.1: Part des élèves considérés comme « redoublants » (est considéré comme « redoublant » tout élève qui est inscrit deux années scolaires successives dans la même année d'étude) une année scolaire donnée, parmi les élèves fréquentant l'enseignement primaire ordinaire et les 6 premières années de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice	Valeur de référence 4.1: Diminution de 50% par rapport à la situation actuelle à l'horizon 2030, passer: de 7,6% en 2016-17 à 3,8% en 2030-31 de façon à favoriser la réduction du retard scolaire (en primaire: passer de 3,0% à 1,5% et en secondaire: de 12% à 6%) de 17% d'élèves en retard en 5e primaire en 2016-17 à 10% en 2030-31 de 59% d'élèves en retard en 5e secondaire en 2016-17 à 40% en 2030-31
	Indicateur 4.2: Part des élèves considérés comme « ayant décroché(1) » une année scolaire donnée, parmi les élèves fréquentant les 3e, 4e et 5e années secondaires de l'enseignement ordinaire de plein exercice	Valeur de référence 4.2: Diminution de 50% par rapport à la situation actuelle à l'horizon 2030: passer de 5,1% (2016-17) à 2,5% (2030-31)
	Indicateur 4.3: Part des élèves fréquentant l'enseignement spécialisé et résidant en Belgique qui ne sont plus inscrits dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française l'année scolaire suivante, alors qu'ils ont de 15 à 17 ans accomplis	Valeur de référence 4.3: Passer de 4,1% (2016-17) à 2,0% (2030-31)
5. Réduire les changements d'école au sein du tronc commun	Indicateur 5: Part des élèves changeant d'école(2) entre deux années scolaires successives parmi les élèves inscrits: 5.1: de la 1 ^{re} à la 6e année primaire 5.2: de la 1 ^{re} à la 3e année secondaire dans l'enseignement ordinaire de plein exercice	Valeur de référence 5: Passer: Pour l'enseignement primaire: de 9,2% (2016-17) à 6,5% (2030-31) Pour l'enseignement secondaire: de 16,7% (2016-17) à 12,9% (2030-31)
6. Augmenter progressivement l'inclusion des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire	Indicateur 6.1: Pourcentage d'élèves pris en charge dans l'enseignement spécialisé par rapport à la population scolaire totale	Valeur de référence 6.1: Passer de 4,1% (2016-17) à 3,6% (2030-31)
	Indicateur 6.2: Part d'élèves inscrits dans l'enseignement spécialisé l'année t et inscrits dans l'enseignement ordinaire en t+1	Valeur de référence 6.2: Pas de valeur chiffrée, augmentation attendue
7. Accroître les indices du bien-être à l'école et du climat scolaire	Indicateur 7: À construire dans le cadre de la réalisation d'une enquête multidimensionnelle et systémique, réalisée tous les 5 ans auprès des différents publics de l'école [...]	Valeur de référence 7: à venir

»

Art. 51. A l'article 3 du décret du 3 mai 2019 portant les livres 1^{er} et 2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, les modifications suivantes sont apportées:

1. au point 1^o, *a*), les termes « sauf l'article 10, alinéa 5 » sont ajoutés;
2. au point 1^o, le point *b*) est remplacé par ce qui suit: « *b*) l'article 13 »;
3. au point 15^o, les termes « l'éducation à » sont insérés entre les termes « renforcement de » et les termes « la citoyenneté responsable ».

CHAPITRE 2. — Dispositions portant certaines adaptations quant aux modalités d'organisation des épreuves externes certificatives dans l'enseignement spécialisé

Section 1^{re}. — Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Art. 52. A l'article 2.3.2-6, § 2, alinéa 1^{er}, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, les termes « Exceptionnellement, les élèves présentant un trouble d'audition centrale ou atteints de déficience auditive sont dispensés de la tâche d'écoute de l'épreuve lorsque le degré du trouble d'audition centrale ou de déficience auditive est tel qu'il est impossible d'adapter de manière adéquate les modalités de passation de la tâche d'écoute. » sont insérés à la suite des termes « ou d'un retard mental. ».

Art. 53. A l'article 2.3.3-6, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, les termes « Exceptionnellement, les élèves présentant un trouble d'audition centrale ou atteints de déficience auditive sont dispensés de la tâche d'écoute de l'épreuve lorsque le degré du trouble d'audition centrale ou de déficience auditive est tel qu'il est impossible d'adapter de manière adéquate les modalités de passation de la tâche d'écoute. » sont insérés à la suite des termes « ou d'un retard mental. ».

Section 2. — Dispositions modifiant le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire

Art. 54. Aux articles 25, § 2, alinéa 1^{er}, et 36/7, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, les termes « Exceptionnellement, les élèves présentant un trouble d'audition centrale ou atteints de déficience auditive sont dispensés de la tâche d'écoute de l'épreuve lorsque le degré du trouble d'audition centrale ou de déficience auditive est tel qu'il est impossible d'adapter de manière adéquate les modalités de passation de la tâche d'écoute sont insérés à la suite des termes « ou d'un retard mental. ».

Art. 55. A l'article 36/15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « Exceptionnellement, les élèves présentant un trouble d'audition centrale ou atteints de déficience auditive sont dispensés de la tâche d'écoute de l'épreuve lorsque le degré du trouble d'audition centrale ou de déficience auditive est tel qu'il est impossible d'adapter de manière adéquate les modalités de passation de la tâche d'écoute. » sont insérés à la suite des termes « sensorielles et/ou motrices. ».

CHAPITRE 3. — Dispositions relatives à l'enseignement qualifiant

Section 1^{re}. — Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial

Art. 56. Dans l'article 2 décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, le 10° est remplacé par ce qui suit:

« 10° « Plan de redéploiement »: une liste d'options de base groupées susceptibles de bénéficier d'incitants à la création, au maintien ou à la fermeture. ».

Art. 57. Dans l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, tel que modifié par le décret du 11 avril 2014 modifiant le fonctionnement des instances de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant, le e) est remplacé par ce qui suit:

« e) d'un représentant de l'Administration générale de l'Enseignement; ».

Art. 58. A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 2:

- à l'alinéa 1, les mots « 4 ans » sont remplacés par les mots « 3 ans » et les mots « 3ème année » sont remplacés par les mots « 2ème année »;

- à l'alinéa 2, le 1° est remplacé par: « 1° une liste des options de base groupées susceptibles de bénéficier d'incitants à la création, au maintien ou à la fermeture; »;

- à l'alinéa 2, au 5° les mots « 4 fois » sont remplacés par les mots « 1 fois »;

- à l'alinéa 3, les mots « 4 années » sont remplacés par les mots « 3 années »;

2. au § 4, alinéa 4, les termes « Division relation Ecoles-Monde du Travail » sont remplacés par les termes « Observatoire du Qualifiant des Métiers et des Technologies ».

Section 2. — Disposition relative à l'enseignement en alternance

Art. 59. § 1^{er}. A l'article 2quinquies du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et qui atteint les normes de maintien » sont remplacés par les mots « dans le respect des règles liées aux normes de maintien »;

2. le § 2 est remplacé par ce qui suit:

« § 2. Les formations visées à l'article 2bis, § 1^{er}, 2°, sont proposées par le Centre d'éducation et de formation en alternance sur décision prise aux deux tiers des membres présents du Conseil de direction et après s'être assuré que l'établissement où sera organisée la formation a obtenu l'accord de son pouvoir organisateur. Elles sont ensuite soumises à la procédure de concertation adoptée par le Gouvernement en application de l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Aucune nouvelle formation en alternance ne peut être organisée avant la décision du Gouvernement.

Le Centre d'éducation et de formation en alternance transmet pour le 1^{er} octobre à l'Administration la liste des formations organisées à cette date ainsi que la liste des élèves qui y sont inscrits. Il avertit immédiatement l'administration, en cours d'année, de toute modification de la liste des formations. ».

§ 2. L'article 10, alinéa 4 du décret du 3 juillet 1991 précité est complété par les mots: « La notion d'une année scolaire au moins peut inclure une période de fréquentation attestée de l'enseignement de plein exercice. ».

CHAPITRE 4. — Dispositions relatives au calcul d'encadrement des élèves

Section 1^{re}. — Disposition concernant l'engagement à quart-temps de membres du personnel non chargé de cours dans l'enseignement secondaire ordinaire

Art. 60. Dans l'article 7 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire les modifications suivantes sont apportées:

1. l'alinéa 1^{er}, est complété par les mots suivants:

« Toutefois, lorsque le résultat du calcul visé aux articles 3 et 4 n'est pas un nombre entier, un membre du personnel peut être engagé sur la fraction d'emploi supplémentaire, soit à $\frac{1}{4}$ temps, soit à $\frac{1}{2}$ temps, soit à $\frac{3}{4}$ temps. ».

2. à l'alinéa 2, les mots « une interruption de la carrière professionnelle à temps partiel » sont remplacés par les mots « une interruption de la carrière professionnelle »;

3. il ajouté un alinéa 3 rédigé comme suit:

« La dérogation visée à l'alinéa précédent s'applique également au remplacement du membre du personnel auxiliaire d'éducation temporaire dans un emploi d'une fonction de recrutement. ».

Section 2. — Dispositions relatives à la prise en compte des élèves absents dans le calcul du cadre organique du personnel non chargé de cours et des normes de création/maintien/rationalisation

Sous-section 1^{re}. — Disposition modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Art. 61. § 1^{er}. A l'article 1.7.1-9 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, l'alinéa 2 est remplacé par: « Lorsqu'un élève n'est pas signalé conformément à l'alinéa 1^{er} avant toute date de comptage, celui-ci n'est pas comptabilisé à la date de comptage concernée pour le calcul du capital-périodes ou du nombre total de périodes professeurs, du cadre organique du personnel non chargé de cours, des minima de population scolaire, et des dotations ou subventions de fonctionnement de l'école. ».

§ 2. Dans l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, à l'article 2, alinéa 1^{er}, les mots « à l'exception des élèves visés à l'article 1.7.1-9, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire. » sont ajoutés après les mots « le 15 janvier de l'année scolaire précédente ».

Sous-section 2. — Disposition modifiant l'arrêté royal n°49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II

Art. 62. A l'article 2 de l'arrêté royal n°49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, le § 1^{er}, est remplacé par ce qui suit:

« § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, seuls les élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre, à l'exception des élèves visés à l'article 1.7.1-9, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, sont pris en considération. ».

Sous-section 3. — Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 63. A l'article 5, alinéa 2 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les termes « , à l'exception des élèves visés à l'article 1.7.1-9, alinéa 2, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire » sont ajoutés après les termes « au 1^{er} octobre ».

Art. 64. A l'article 7, alinéa 5, du même décret, le point 20° est remplacé par ce qui suit:

« 20° le DASPA, tel que défini à l'article 2, 5°, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

Art. 65. A l'article 7/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3. du même décret, les mots « à l'article 2, § 1^{er}, 2°, du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » sont remplacés par les mots « à l'article 2, 5°, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

Art. 66. A l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du même décret, les termes « élèves réguliers » sont remplacés par les termes « élèves régulièrement inscrits ».

Art. 67. A l'article 23, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « à l'article 2, § 1^{er}, 2°, du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » sont remplacés par les mots « à l'article 2, 5°, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

Art. 68. A l'article 23bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1. au point f), les mots « et de l'enseignement artistique de transition » sont ajoutés après les mots « de l'enseignement technique de transition »;

2. au point g), les mots « et de l'enseignement artistique de qualification » sont ajoutés après les mots « de l'enseignement technique de qualification ».

Section 3. — Disposition concernant le personnel auxiliaire d'éducation engagé sur NTPP dans l'enseignement secondaire ordinaire

Art. 69. A l'article 20, § 5, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « en personnel auxiliaire d'éducation » sont supprimés.

2. à l'alinéa 4, les mots « d'éducateur, » sont ajoutés entre les mots « fonction » et « d'assistant social »;

3. l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante: « L'établissement n'est plus tenu par la contrainte de l'alinéa précédent lorsqu'un membre du personnel occupant un emploi d'éducateur généré en application des articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire est mis à la retraite, démissionne ou bénéficie d'un changement d'affectation ou d'une mutation. ».

Section 4. — Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 70. A l'article 33, alinéa 2, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, les termes « des articles 12, 13 et 14 » sont remplacés par les termes « des articles 12, 13, 14 et 14bis ».

Art. 71. A l'article 85, alinéa 2, du même décret, les termes « de l'article 15 » sont remplacés par les termes « des articles 15 et 15bis ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions modifiant les statuts des membres du personnel enseignant*

Section 1^{re}. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 72. A l'article 31, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées:

1. le point 5° est supprimé et remplacé par ce qui suit: « pour la fonction à-conférer,
 - a) être porteur d'un titre requis fixé par le Gouvernement
 - b) avoir fait l'objet de dérogation(s) prévue(s) à l'article 20, § 1^{er}, pendant au moins 150 jours d'ancienneté de fonction pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des titres suffisants
 - c) avoir fait l'objet des dérogations successives prévues à l'article 20, § 3 pendant au moins 600 jours d'ancienneté de fonction répartis sur minimum quatre années scolaires consécutives pour le temporaire porteur d'un titre de capacité relevant de la catégorie des autres titres. ».
2. entre les points 5°bis et 6°, est ajouté un point 5°ter rédigé comme suit: « pour les autres titres visés au point 5°, c), détenir l'expérience utile minimale du métier lorsque cette dernière est constitutive du titre de capacité suffisant ou requis; ».

Art. 73. A l'article 34, § 2, du même arrêté royal les modifications suivantes sont apportées:

1. l'alinéa 1^{er} est supprimé et remplacé par ce qui suit: « Les candidats sont classés selon l'ordre établi conformément aux articles 2, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, § 2, alinéas 1 à 4, de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat. »;
2. l'alinéa 2 est supprimé;
3. l'alinéa 3 est renuméroté en alinéa 2 et modifié comme suit: les mots « visé aux alinéas 1^{er} et 2 » sont supprimés et remplacés par les mots « visé à l'alinéa 1^{er} » et les mots « après avoir satisfait à la condition de la même disposition » sont supprimés et remplacés par les mots « déduction faite de l'année ou des années de dérogation. »;
4. l'alinéa 4 est supprimé et remplacé par un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit: « A nombre égal de candidatures, les candidats visés à l'alinéa 1, détenteurs d'un titre requis, ont priorité. »;
5. l'alinéa 5 est renuméroté en alinéa 4 et modifié comme suit: les mots « à l'alinéa 3 » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 2 ».

Art. 74. Dans l'article 51bis, § 1^{er}, du même arrêté royal les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 1^{er}, les termes « à caractère racial, religieux ou sexiste » sont remplacés par les termes « liée à une des formes de discrimination visées par la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination »;
2. à l'alinéa 1^{er}, il est inséré un point 5 rédigé comme suit:

« 5° « force majeure »: une situation indépendante de la volonté de la victime qui, sans qu'elle puisse raisonnablement y remédier, l'a empêchée d'introduire sa demande endéans le délai visé au présent chapitre, ou plus tôt après échéance de celui-ci ».

Art. 75. Dans le même arrêté, à l'article 51ter, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 2, alinéa 1^{er}, les termes « d'un mois » sont remplacés par les termes « de trois mois »;
2. au § 2, alinéa 3, les termes « dans les vingt jours ouvrables suivant la survenance de l'acte de violence ou le dépôt d'une plainte en harcèlement auprès des autorités judiciaires ou du service externe de prévention et de protection au travail » sont insérés entre les termes « service de santé administratif » et « , il introduit la demande »;
3. au § 2, alinéa 3, les termes « d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions » sont remplacés par les termes « de trois mois suivant la survenance de l'acte de violence ou la reconnaissance de la situation de harcèlement »;
4. au § 2, alinéa 3, les termes « , sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné » sont supprimés;
5. au § 2, alinéa 3 in fine, la phrase « Ce délai de trois mois est suspendu aussi longtemps que le membre du personnel est reconnu en incapacité de travail temporaire. » est insérée;
6. au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « huit jours ouvrables » sont remplacés par les termes « vingt jours ouvrables »;
7. au § 3, alinéa 2, les termes « huit jours ouvrables » sont remplacés par les termes « dix jours ouvrables ».

Section 2. — Disposition modifiant le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

Art. 76. Dans le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, à l'article 34quinquies, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « à caractère racial, religieux ou sexiste » sont remplacés par les termes « liée à une des formes de discrimination visées par la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ».
2. au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est inséré un point 3 rédigé comme suit:

« 3° « force majeure »: une situation indépendante de la volonté de la victime qui, sans qu'elle puisse raisonnablement y remédier, l'a empêchée d'introduire sa demande endéans le délai visé au présent chapitre, ou plus tôt après échéance de celui-ci »;

3. au § 4, alinéa 1^{er}, les termes « d'un mois » sont remplacés par les termes « de trois mois »;

4. au § 4, alinéa 2, les termes « dans les vingt jours ouvrables suivant la survenance de l'acte de violence ou le dépôt d'une plainte en harcèlement auprès des autorités judiciaires ou du service externe de prévention et de protection au travail » sont insérés entre les termes « service de santé administratif » et « , il introduit la demande »;

5. au § 4, alinéa 2, les termes « d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions » sont remplacés par les termes « de trois mois suivant la survenance de l'acte de violence ou la reconnaissance de la situation de harcèlement »;

6. au § 4, alinéa 2, les termes « , sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné » sont supprimés;

7. au § 4, alinéa 2, la phrase « Ce délai de trois mois est suspendu aussi longtemps que le membre du personnel est reconnu en incapacité de travail temporaire. » est insérée entre les termes « son pouvoir organisateur. » et les termes « La direction générale de l'Enseignement obligatoire »;

8. au § 5, alinéa 1^{er}, les termes « huit jours ouvrables » sont remplacés par les termes « vingt jours ouvrables »;

9. au § 5, alinéa 2, les termes « huit jours ouvrables » sont remplacés par les termes « dix jours ouvrables ».

Section 3. — Disposition modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné

Art. 77. Dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, à l'article 36*bis*, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « à caractère racial, religieux ou sexiste » sont remplacés par les termes « liée à une des formes de discrimination visées par la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ».

2. au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est inséré un point 5 rédigé comme suit:

« 5° « force majeure »: une situation indépendante de la volonté de la victime qui, sans qu'elle puisse raisonnablement y remédier, l'a empêchée d'introduire sa demande endéans le délai visé au présent chapitre, ou plus tôt après échéance de celui-ci. »;

3. au § 2, alinéa 2, les termes « trente jours » sont remplacés par les termes « trois mois »;

4. au § 2, alinéa 3, les termes « dans les vingt jours ouvrables suivant la survenance de l'acte de violence ou le dépôt d'une plainte en harcèlement auprès des autorités judiciaires ou du service externe de prévention et de protection au travail » sont insérés entre les termes « service de santé administratif » et « , il introduit la demande »;

5. au § 2, alinéa 3, les termes « de trente jours à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions » sont remplacés par les termes « de trois mois suivant la survenance de l'acte de violence ou la reconnaissance de la situation de harcèlement »;

6. au § 2, alinéa 3, les termes « , sauf dans les cas où le MEDEX remet un avis défavorable quant à la reprise de fonction dans l'établissement concerné » sont supprimés;

7. au § 2, alinéa 3, la phrase « Ce délai de trois mois est suspendu aussi longtemps que le membre du personnel est reconnu en incapacité de travail temporaire. » est insérée entre les termes « son pouvoir organisateur. » et les termes « La direction générale de l'Enseignement obligatoire »;

8. au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « huit jours ouvrables » sont remplacés par les termes « vingt jours ouvrables »;

9. au § 3, alinéa 2, les termes « huit jours ouvrables » sont remplacés par les termes « dix jours ouvrables ».

CHAPITRE 6. — Dispositions modifiant le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire

Art. 78. L'article 2, 7°, du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire est abrogé.

Art. 79. À l'article 18, § 1^{er}, 1°, du même décret, les termes « ou d'une attestation de réussite délivrée par l'enseignement de promotion sociale » sont insérés entre les termes « promotion sociale » et « permettant d'établir ».

CHAPITRE 7. — Dispositions modifiant le décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 80. L'article 15, alinéa 2, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française est complété par les mots: « Le calendrier prévu peut être aménagé pour les élèves primo arrivants non-alphabétisés sans toutefois pouvoir déroger au minimum de 18 périodes par semaine après 18 mois en DASPA. ».

Art. 81. Le paragraphe 4 de l'article 18 du même décret est abrogé.

CHAPITRE 8. — Disposition modifiant le décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs

Art. 82. Un paragraphe 4, rédigé comme suit, est ajouté à l'article 9 du décret du 14 mars 2019 portant diverses dispositions relatives à l'organisation du travail des membres du personnel de l'enseignement et octroyant plus de souplesse organisationnelle aux Pouvoirs organisateurs:

« § 4. A défaut de candidat et par dérogation aux articles 21 § 1^{er} et 22, le pouvoir organisateur ou son délégué, dans l'enseignement subventionné, et le directeur, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, peuvent attribuer, au terme d'un nouvel appel à candidatures, les missions visées au § 1^{er} lorsqu'y sont liées une ou plusieurs période(s) professeurs ou période(s) du capital-périodes octroyées en vertu du titre 7 du présent décret, à un enseignant répondant aux conditions suivantes:

1. il n'a pas fait l'objet d'une évaluation défavorable dans les 10 dernières années;

2. il dispose d'une ancienneté de minimum 5 ans dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

L'appel à candidatures visé à l'alinéa précédent a lieu selon la procédure définie au § 3. ».

CHAPITRE 9. — *Dispositions modifiant le décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire*

Art. 83. A l'article 1^{er}, § 2, du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire, les modifications suivantes sont apportées:

1. le point 13° est remplacé par ce qui suit:

« 13° Fédérations de pouvoirs organisateurs: les organes qui assurent la représentation et la coordination des pouvoirs organisateurs qui y sont affiliés reconnus par le Gouvernement conformément à l'article 1.6.5-2 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire; »;

2. le point 16° est remplacé par ce qui suit:

« 16° Pilotage des écoles: le système de pilotage visé aux articles 1.5.2-1 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire; »;

3. le point 17° est remplacé par ce qui suit:

« 17° Plan de pilotage/Contrat d'objectifs: le plan de pilotage ou le contrat d'objectifs tels que définis à l'article 1.3.1-1, 45°/1 et 18°/1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire; »;

4. le point 18° est remplacé par ce qui suit:

« 18° Dispositif d'ajustement/protocole de collaboration: le dispositif d'ajustement ou le protocole de collaboration tels que définis à l'article 1.3.1-1, 22°/1 et 49°/1 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire; ».

Art. 84. A l'article 3, § 4, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1. il est inséré un alinéa entre le premier et le deuxième alinéa, rédigé comme suit:

« Le CINE peut également comprendre deux membres représentant, pour l'un, le Gouvernement de la Région wallonne et, pour l'autre, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, désignés par le Gouvernement de la Communauté française sur avis des deux organes précités. Ces membres siègent de manière facultative au sein du CINE et leurs missions se limitent à traiter les questions relatives à l'équipement numérique des écoles, conformément à la répartition des compétences entre les Communautés et les Régions. »;

2. à l'alinéa 2, devenu l'alinéa 3, les termes « Les deux membres visés à l'alinéa précédent doivent être désignés au plus tard 6 mois suivant la formation du Gouvernement de la Communauté française à la suite du renouvellement du Parlement de la Communauté française. » sont ajoutés après les termes « Ils sont renouvelables. ».

CHAPITRE 10. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 85. § 1^{er}. A l'article 20 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, le § 3 est remplacé par ce qui suit:

« § 3. Sans déroger aux conditions d'admission dans l'année considérée, les changements de forme d'enseignement et de subdivision, en cours d'année scolaire, sont autorisés jusqu'au 15 mai de l'année scolaire en cours en troisième, quatrième, cinquième et septième années. A partir du 16 novembre, ces changements sont toutefois soumis à l'avis favorable du Directeur, après avoir pris l'avis du Conseil de classe. Le document actant ce changement doit être signé par l'élève majeur ou les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'élève mineur et est joint au dossier de l'élève. A noter que le changement peut être refusé pour des raisons légales et organisationnelles invoquées par le Directeur. ».

§ 2. A l'article 56 du même arrêté, le point 1° est abrogé.

CHAPITRE 11. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 86. A l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les mots « l'article 2, § 1^{er}, du décret du 18 mai 2012 visant à la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » sont remplacés par les mots « l'article 2, 1^o[.] du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

Art. 87. A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 4, du même décret, les mots « Complémentairement aux dispositifs établis par l'article 32 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement et par le décret du 18 mai 2012 visant la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » sont remplacés par les mots « Complémentairement aux dispositifs établis par le décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ».

Art. 88. A l'article 10, § 1^{er}, alinéa 4, du même décret, les mots « Complémentairement au dispositif établi par le décret du 18 mai 2012 visant la mise en place d'un dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française » sont remplacés par les mots « Complémentairement aux dispositifs établis par le décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

CHAPITRE 12. — *Dispositions modifiant le décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection*

Art. 89. A l'article 4 du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection, les modifications suivantes sont introduites:

1. au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « d'investigation et » sont supprimés;

2. au § 3, alinéa 7, les termes « d'investigation et » sont supprimés;

3. au § 6, il est inséré un 6° rédigé comme suit: « 6° en collaboration avec le Service général de pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux, de l'organisation de la passation, de la correction et du jury externe de l'épreuve externe commune conduisant à la délivrance du Certificat d'Études de Base au terme de l'enseignement primaire, ainsi que de l'organisation, de la correction ou du jury de toutes autres épreuves externes certificatives qui leur seraient confiées par le Gouvernement. »;

4. au § 7, alinéa 2, les termes « d'investigation et » sont supprimés.

Art. 90. A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont introduites:

1. au § 4, alinéa 1^{er}, les termes « d'investigation et » sont supprimés;

2. au § 4, alinéa 7, les termes « d'investigation et » sont supprimés;

3. au § 5, alinéa 1^{er}, les termes « d'investigation et » sont supprimés;

4. au § 5, alinéa 4, les termes « d'investigation et » sont supprimés;

5. au § 10, alinéa 2, les termes « d'investigation et » sont supprimés.

Art. 91. A l'article 6, § 2, alinéas 1^{er}, 6 et 7, du même décret, les termes « d'investigation et » sont supprimés.

Art. 92. A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont introduites:

1. au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « d'investigation et » sont supprimés;

2. au § 3, alinéa 7, les termes « d'investigation et » sont supprimés;

3. au § 4, alinéa 5, les termes « d'investigation et de contrôle spécifique » sont remplacés par les termes « portant sur l'appréciation de l'aptitude professionnelle d'un membre du personnel technique »;

4. au § 7, alinéa 2, les termes « d'investigation et » sont supprimés.

Art. 93. Il est inséré un article 7/1 dans le même décret, rédigé comme suit:

« Article 7/1. - § 1^{er}. Les Services de l'Inspection sont chargés, chacun pour ce qui le concerne ou en collaboration entre eux, de missions d'investigation au sein d'une ou de plusieurs école(s) de l'enseignement obligatoire ou établissement(s) de l'enseignement de promotion sociale ou de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ou centre(s) psycho-médico-social(aux) ou au sein de l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning.

Ces missions sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ou leur délégué, sur base d'une réclamation ou d'initiative.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1^{er}, la cellule intermédiaire de coordination, le cas échéant élargie au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique, ou leur délégué, fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission.

Une mission d'investigation consiste en une mission d'information ou une mission d'enquête. Une mission d'information constitue une recherche préliminaire à la décision éventuelle d'une ouverture d'enquête. La procédure d'information peut être menée oralement.

L'Inspecteur général coordonnateur désigne le (les) inspecteur(s) chargé(s) de l'exécution de la mission d'investigation.

§ 2. Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'enquête, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée aux articles 4, § 3, 5, §§ 4 et 5, 6, § 2, et 7, § 3, le rapport visé au § 4 en fait mention. Par ailleurs, il fait l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, à la cellule intermédiaire de coordination.

§ 3. Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur base desquelles les missions visées au paragraphe 1^{er} sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Le témoignage de toute personne intéressée peut être recueilli par le Service général de l'Inspection.

§ 4. Dans les quinze jours ouvrables suivant la clôture de la mission d'investigation, l(es) inspecteur(s) concerné(s) rédige(nt) un rapport détaillé dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Le cas échéant, le projet de rapport est transmis immédiatement au membre du personnel ou représentant du pouvoir organisateur auquel des faits individuels sont reprochés pour observations. Celui-ci dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour faire valoir ses remarques.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er}, qui comprend notamment des informations, un avis et des recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de la mission, est ensuite transmis dans les quinze jours ouvrables à l'Inspecteur général compétent, ou, pour ce qui concerne le Service de l'Enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning et le Service de l'Enseignement Artistique, à l'Inspecteur coordonnateur en charge du Service, ainsi qu'au pouvoir organisateur concerné. L'Inspecteur général compétent transmet, via la voie hiérarchique, le rapport ainsi que son avis sur la suite à donner à la procédure au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique.

Lorsque la mission d'investigation a été accomplie à son initiative, le fonctionnaire général concerné décide de la suite à donner à celle-ci. Lorsque la mission d'investigation a été accomplie à l'initiative du Gouvernement, le fonctionnaire général concerné remet son avis sur le rapport visé à l'alinéa précédent et transmet le dossier, pour décision, au Gouvernement. La décision est portée à la connaissance de toutes les parties intéressées. ».

Art. 94. A l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 1^{er}, 1°, les termes « dans les missions d'investigation et de contrôle spécifiques » sont remplacés par les termes « dans les missions d'investigation, dans les missions de contrôle spécifiques »;

2. à l'alinéa 2, les termes « et de contrôle » sont remplacés par les termes « ou une mission de contrôle ».

Art. 95. A l'article 22, § 1^{er}, alinéa 3, 2°, le point *b)* est remplacé par le point suivant:

« *b)* l'évaluation de la maîtrise des processus de gouvernance, des atouts et des risques d'une école, d'un établissement ou d'un centre psycho-médico-social; ».

Art. 96. A l'article 25 du même décret, les termes « devant un jury » sont remplacés par les termes suivants: « devant l'un des jurys visés à l'article 28 ».

Art. 97. A l'article 27 du même décret, les modifications suivantes sont introduites:

1. à l'alinéa 1^{er}, les termes « le jury de l'épreuve de certification statue » sont remplacés par les termes: « le ou les jurys de l'épreuve de certification statuent »;

2. à l'alinéa 2, les termes « Le jury est » sont remplacés les termes suivants: « Le ou les jurys sont ».

Art. 98. A l'article 28 du même décret, les modifications suivantes sont introduites:

1. à l'alinéa 1^{er}, la première phrase est remplacée par la phrase suivante: « Il est institué un ou plusieurs jurys de l'épreuve de certification composés de la manière suivante: »;

2. aux points 2°, 3° et 4° de l'alinéa 1^{er}, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux »;

3. au point 2° de l'alinéa 1^{er}, le terme « définitifs » est supprimé;

4. à l'alinéa 4, les termes « ce jury » sont remplacés par « ce ou ces jurys »;

5. à l'alinéa 5, les termes « du jury » sont remplacés par les termes « du ou des jurys ».

Art. 99. A l'article 29 du même décret, les termes « Le jury de l'épreuve de certification remet » sont remplacés par les termes suivants: « Le ou les jurys de l'épreuve de certification remettent ».

Art. 100. A l'article 54, § 4, du même décret, les modifications suivantes sont introduites:

1. à l'alinéa 1^{er}, les termes « le jury composé » sont remplacés par les termes: « le ou les jurys composés »;

2. à l'alinéa 4, les termes « ce jury » sont remplacés par les termes: « ce ou ces jurys »;

3. à l'alinéa 5, les termes « du jury » sont remplacés les termes suivants: « du ou des jurys ».

Art. 101. A l'article 70, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret est complété par les termes suivants: « ou 3° ».

Art. 102. A l'article 72, § 3, du même décret, les modifications suivantes sont introduites:

1. à l'alinéa 1^{er}, le point 2° est complété par les termes « . Lorsque la Commission examine les candidatures au mandat d'Inspecteur général ou lorsqu'elle procède à l'évaluation de celui-ci conformément à l'article 81, le quatrième membre désigné par le Gouvernement est remplacé par l'Inspecteur général coordonnateur dont le mandat est en cours; »;

2. l'alinéa suivant est ajouté après le deuxième alinéa: « Une compensation financière peut être accordée aux membres experts de la Commission visés au point 3° de l'alinéa 1^{er}, selon les modalités fixées par le Gouvernement. ».

Art. 103. À l'article 94, § 4, du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 1^{er}, après le mot « dont: » est ajouté un tiret libellé comme suit: « - 4 à 8 demi-jours sont consacrés à la formation obligatoire commune pour l'ensemble des membres du personnel du Service général de l'Inspection, parmi lesquels 2 demi-jours peuvent être organisés au sein de chaque service; »;

2. il est inséré un alinéa entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, rédigé comme suit: « Le nombre de demi-jours de la formation obligatoire commune peut être réparti sur trois années consécutives. ».

Art. 104. A l'annexe du même décret intitulée « Annexe - Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel qui souhaitent accéder à la fonction d'inspecteur », dans la deuxième colonne intitulée « Fonctions d'inspecteur du Service général de l'Inspection », les modifications suivantes sont apportées:

1. le point 15. est remplacé par un nouveau point 15. libellé comme suit: « 15. Inspecteur des cours d'espagnol, d'italien et de français langue étrangère dans l'enseignement secondaire ordinaire. »;

2. le point 18. est remplacé par un nouveau point 18. libellé comme suit: « 18. Inspecteur des cours d'histoire et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire »;

3. le point 19. est remplacé par un nouveau point 19. libellé comme suit: « 19. Inspecteur des cours d'histoire au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire »;

4. le point 21. est remplacé par un nouveau point 21. libellé comme suit: « 21. Inspecteur des cours de géographie au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire. »;

5. le point 66. est remplacé par un nouveau point 66. libellé comme suit: « 66. Inspecteur des cours artistiques du domaine des arts de la parole et du théâtre dans l'enseignement artistique »;

6. le point 68. est remplacé par un nouveau point 68. libellé comme suit: « 68. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la danse et du domaine des arts circassiens dans l'enseignement artistique. ».

Art. 105. A l'annexe du même décret intitulée « Annexe Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel qui souhaitent accéder à la fonction d'inspecteur », dans la troisième colonne intitulée « Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel », les modifications suivantes sont apportées:

1. le point 6 est remplacé par un texte rédigé comme suit:

« maître de philosophie et citoyenneté

directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point *a)* »;

2. le point 19 est remplacé par un texte rédigé comme suit:

« à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire: professeur de cours généraux histoire au degré supérieur de l'enseignement secondaire fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point *a)* exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point *a)* exercée dans l'enseignement ordinaire »;

3. le point 21 est remplacé par un texte rédigé comme suit:

« à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire: professeur de cours généraux géographie au degré supérieur de l'enseignement secondaire fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire »;

4. le point 46 est remplacé par un texte rédigé comme suit:

« à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire: professeur de cours généraux chimie, professeurs de cours généraux biologie, professeurs de cours généraux physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire »;

5. le point 47 est remplacé par un texte rédigé comme suit:

« Professeur des cours techniques d'informatique, professeur des cours techniques de communication au degré supérieur de l'enseignement secondaire

fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire »;

6. le point 49 est remplacé par un texte rédigé comme suit:

« Fonctions dont doivent être titulaires les MDP

professeur des cours de philosophie et de citoyenneté au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) ».

CHAPITRE 13. — *Dispositions modifiant le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs*

Art. 106. A l'article 1^{er}, § 2, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, les modifications suivantes sont apportées:

1. le 4^o est remplacé par un texte rédigé comme suit: « 4^o « le Code »: le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire »;

2. au 8^o, les termes « visé à l'article 67, § 2, du décret Missions » sont remplacés par les termes « tel que défini à l'article 1.3.1-1, 45^o/1 du Code »;

3. au 9^o, les termes « visé à l'article à l'article 67, § 6, alinéa 2, du décret Missions » sont remplacés par les termes « tel que défini à l'article 1.3.1-1, 18^o/1 du Code »;

4. au 10^o, les termes « 68, § 7, du décret Missions » sont remplacés par les termes « tel que défini à l'article 1.3.1-1, 22^o/1 du Code »;

5. au 11^o, les termes « 68, § 7, du décret Missions » sont remplacés par les termes « tel que défini à l'article 1.3.1-1, 49^o/1 du Code »;

6. au 13^o, les termes « 61 du décret Missions » sont remplacés par les termes « 1.6.1-2 du Code ».

Art. 107. Dans l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les termes « 67 et 68 du décret Missions » sont remplacés par les termes « 1.5.2-1 à 1.5.2-22, du Code ».

Art. 108. Dans l'article 5, § 4, du même décret, les termes « décret Missions » sont remplacés par les termes « Code ».

Art. 109. Dans l'article 6 du même décret, les termes « 67 et 68 du décret missions » sont remplacés par les termes « 1.5.2-1, à 1.5.2-22, du Code ».

Art. 110. Dans l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1. au § 1^{er}, 1^o, les termes « à l'article 67 du décret Missions » sont remplacés par les termes « aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-12 du Code »;

2. au § 1^{er}, 2^o, les termes « à l'article 68 du décret Missions » sont remplacés par les termes « aux articles 1.5.2-13 à 1.5.2-22 du Code »;

3. au § 1^{er}, 4^o, les termes « en collaboration avec le Service général de l'Inspection, » sont insérés devant les termes « de l'organisation de la passation »;

4. au § 4, les termes « du décret Missions » sont remplacés par les termes « du Code ».

Art. 111. Dans l'article 8 du même décret, les termes « à l'article 67 du décret Missions » sont remplacés par les termes « aux articles 1.5.2-1 à 1.5.2-12 du Code ».

Art. 112. Dans l'article 9 du même décret, les termes « à l'article 68 du décret Missions » sont remplacés par les termes « aux articles 1.5.2-13 à 1.5.2-22 du Code ».

Art. 113. Dans l'article 35 du même décret, les termes « 43 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » sont remplacés par les termes « 1.7.3-5 du Code ».

Art. 114. L'article 46, § 3, du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« Une compensation financière peut être accordée aux membres experts de la Commission visés au point 3^o de l'alinéa 1^{er}, selon les modalités fixées par le Gouvernement. ».

Art. 115. L'article 103, § 3, alinéa 2, du même décret, est remplacé par un alinéa rédigé comme suit:

« Il est pris entre le 1^{er} juillet et le 31 août inclus. Il est d'un minimum de dix jours ouvrables et peut être pris à la convenance du membre du personnel, de manière consécutive ou non, compte tenu des exigences du bon fonctionnement du Service général. ».

Art. 116. A l'article 123, 3^o, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, les termes « les directeurs de zone » sont remplacés par « les délégués au contrat d'objectifs si c'est un délégué au contrat d'objectifs qui introduit le recours, ou parmi les directeurs de zone si c'est un directeur de zone qui introduit le recours ».

CHAPITRE 14. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1967 fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'Etat*

Art. 117. A l'article 2bis de l'arrêté royal du 18 avril 1967 fixant les règles de calcul du nombre d'éducateurs dans l'enseignement de l'Etat:

1. les termes « les Ministres ayant l'éducation nationale dans leurs attributions, peuvent » sont remplacés par les termes « le Ministre ayant l'Éducation dans ses attributions peut »;

2. les mots « jusqu'à l'année scolaire 1981-1982 inclusivement » sont abrogés;

3. l'article est complété par un deuxième et un troisième alinéas rédigés comme suit:

« Les circonstances spéciales et exceptionnelles peuvent être définies sur base de critères objectifs de sécurité, de configuration des bâtiments et de localisation des diverses implantations:

- normes de sécurité insuffisantes ou injonctions émises par les services de prévention des incendies, notamment pour des bâtiments anciens moins adaptés aux activités et/ou devant faire l'objet d'une mise en conformité;

- besoins en surveillance accru pour des bâtiments à plusieurs étages, pour des implantations organisées en ailes ou pavillons multiples et ce, notamment dans le cadre des surveillances de nuit;

- distance entre l'internat et l'école ou les écoles partenaire(s);

- accueil d'élèves à besoins spécifiques pouvant présenter des pathologies lourdes;

- ouverture le week-end.

Le nombre de demi-charge octroyé ne peut dépasser trois équivalents temps plein par internat. ».

CHAPITRE 15. — *Disposition modifiant l'arrêté royal n°456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat*

Art. 118. Dans l'arrêté royal n°456 du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'article 1^{er}, § 2, 2^o, les mots « ou d'enseignement supérieur » sont ajoutés après les mots « dans un établissement subventionné par l'Etat, d'enseignement fondamental ou secondaire ordinaire ou spécialisé »;

2. à l'article 2, le § 3 est remplacé par la disposition suivante:

« § 3. Par dérogation au § 2, le Gouvernement peut maintenir pendant deux années scolaires ou académiques consécutives un internat organisé qui compte au moins vingt et un élèves internes régulièrement inscrits au 1^{er} octobre de l'année scolaire ou académique précédente. »;

3. à l'article 3, il est inséré un § 4, libellé comme suit:

« § 4. Par dérogation au § 1^{er}, 3^o, le Gouvernement peut maintenir l'octroi des subventions de fonctionnement pour un internat subventionné qui compte au moins vingt et un élèves internes régulièrement inscrits au 1^{er} octobre de l'année scolaire précédente pendant deux années scolaires ou académiques consécutives. »;

4. à l'article 4, § 2, le point d) est supprimé;

5. à l'article 4, § 4, un deuxième et troisième alinéas libellés comme suit sont insérés:

« Aux élèves internes visés à l'alinéa 1^{er} sont ajoutés, les élèves internes supplémentaires inscrits dans l'enseignement supérieur entre le 1^{er} octobre et le 31 octobre suivant le début de l'année académique.

Sont ajoutés en cours d'année et pour autant qu'ils représentent une augmentation d'au moins 10% des élèves internes visés aux alinéas 1 et 2, les élèves internes en programme Erasmus en Belgique et inscrits dans l'internat au-delà de la date visée à l'alinéa 2. Cet accroissement n'est pris en considération que si l'augmentation du nombre d'élèves internes est maintenue pendant dix jours consécutifs. ».

CHAPITRE 16. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 119. A l'article 12bis, § 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, inséré par le décret du 17 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées:

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « législatives ou réglementaires » sont insérés entre les mots « de nouvelles dispositions » et les mots « limitant l'accès »;

2. il est inséré deux nouveaux alinéas 2 et 3, rédigés comme suit:

« Sont également soumises à l'examen de proportionnalité visé à l'alinéa 1^{er}, les exigences spécifiques relatives à la prestation temporaire ou occasionnelle de services, prévues au titre II de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, dont:

- l'inscription temporaire automatique ou l'adhésion pro forma à une organisation professionnelle ou à un organisme professionnel, visés à l'article 6, premier alinéa, point a), de la directive 2005/36/CE précitée;

- une déclaration préalable conformément à l'article 7, paragraphe 1, de la directive 2005/36/CE précitée, la fourniture de documents exigés conformément au paragraphe 2 dudit article ou toute autre exigence équivalente;

- le versement d'une redevance ou des frais requis pour les procédures administratives, liés à l'accès à des professions réglementées ou à leur exercice, à la charge du prestataire de services.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux mesures destinées à garantir le respect des conditions de travail et d'emploi appliquées conformément au droit de l'Union. »;

3. à l'alinéa 2, devenu alinéa 4, les mots « de cet examen » sont remplacés par les mots « de l'examen de proportionnalité visé à l'alinéa 1^{er} »;

4. après l'alinéa 2, devenu alinéa 4, il est ajouté deux alinéas, rédigés comme suit: « L'adoption des dispositions visées aux alinéas 1^{er} et 2 est en outre précédée de la mise à disposition, selon les modalités définies par le Gouvernement, d'information à destination des citoyens, des bénéficiaires de services et des autres parties prenantes concernées, y compris celles qui ne sont pas des membres de la profession concernée. Toutes les parties concernées sont dûment associées et peuvent exprimer leur point de vue. Lorsque cela est pertinent et approprié, des consultations publiques sont menées.

Par dérogation aux alinéas précédents, lorsque des exigences spécifiques concernant la réglementation d'une profession donnée sont établies dans un acte distinct de l'Union qui ne laisse pas aux États membres le choix de leur mode de transposition, les dispositions du présent article ne s'appliquent pas. ».

Art. 120. A l'article 32, § 2, alinéa 3, de la même loi, les mots « et spécialisé » sont insérés entre les mots « secondaires ordinaires » et les mots « qui ont un internat » ainsi qu'entre les mots « secondaire ordinaire » et les mots « leur est en outre accordée ».

CHAPITRE 17. — *Disposition modifiant le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 121. A l'article 14bis, troisième alinéa, du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française les modifications suivantes sont apportées:

1. au premier alinéa, les mots « qui est reconnu par l'Office médico-social de l'Etat temporairement inapte à l'exercice de sa fonction et » sont insérés entre les mots « maladie » et « qui a conclu »;

2. au même alinéa premier, les mots « , moyennant l'accord de l'Office médico-social de l'Etat, » sont supprimés;

3. au troisième alinéa, les mots « de l'Office médico-social de l'Etat » sont remplacés par les mots « de l'organisme chargé par le Gouvernement de la Communauté française de contrôler les absences pour maladie ou infirmité ».

CHAPITRE 18. — *Disposition modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 122. A l'article 96, alinéa 3, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les termes « , pour l'enseignement spécialisé, » sont supprimés.

CHAPITRE 19. — *Disposition dérogeant à la leçon en situation de classe en vue de la délivrance du certificat d'aptitudes pédagogiques 2021*

Art. 123. Par dérogation à l'article 50, alinéa 3, du décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente, pour la session d'examens en vue de la délivrance du certificat d'aptitudes pédagogiques de 2021, la leçon visée à l'article 47, alinéa 3, a) du même décret peut être organisée uniquement devant le jury si la situation sanitaire liée à l'apparition de la COVID-19 l'exige.

CHAPITRE 20. — *Disposition relative au report du délai de remise des plans de pilotage de la 3e cohorte dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19*

Art. 124. A l'article 10, § 2, 1^o du décret du 9 décembre 2020 portant confirmation de divers arrêtés de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française en matière d'enseignement obligatoire conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 et portant modification des arrêtés de pouvoirs spéciaux du Gouvernement de la Communauté française n^o 33 du 18 juin 2020 relatif à l'aménagement du calendrier des évaluations externes non certificatives pour l'année scolaire 2020-2021 dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 et n^o 34 du 18 juin 2020 dérogeant à certaines dispositions relatives au pilotage du système éducatif dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, les termes « le 30 avril 2022 » sont remplacés par les termes suivants: « le 31 octobre 2022 ».

CHAPITRE 21. — *Dispositions finales et fixant l'entrée en vigueur*

Art. 125. Par dérogation à l'article 3, § 4, alinéa 3, en projet du décret du 25 avril 2019 relatif à la gouvernance numérique du système scolaire et à la transmission des données numériques dans l'enseignement obligatoire, inséré par l'article 84, 2^o, du présent décret, les deux membres du Comité interréseaux du numérique éducatif mentionnés par cette disposition devront être désignés pour la première fois dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 126. Le présent décret entre en vigueur le 10e jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception:

- de l'article 15 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022;
- de l'article 16 qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2022;
- de l'article 34 qui produit ses effets le 1^{er} mai 2021;
- de l'article 48 qui produit ses effets au 1^{er} septembre 2019;
- de l'article 51 produit ses effets au 1^{er} septembre 2020;
- des articles 54 et 55 qui produisent leurs effets au 1^{er} juin 2021;
- de l'article 59 qui produit ses effets au 1^{er} septembre 2021;
- de l'article 60 qui produit ses effets au 1^{er} septembre 2020;
- des articles 64 à 67 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2019;
- des articles 72 et 73 qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2022;
- des articles 74 à 77 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2019;
- des articles 89, 3^o, et 110, 3^o, qui produisent leurs effets au 1^{er} juin 2021;
- des articles 89, 1^o, 2^o et 4^o, et 90 à 94 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2019;
- de l'article 95 qui produit ses effets au 1^{er} juin 2021;

- des articles 96 à 99 qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2022;
- des articles 101, 102 et 114 qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2022;
- de l'article 103 qui produit ses effets au 1^{er} septembre 2019;
- des articles 104 et 105 qui entrent en vigueur au 15 janvier 2023;
- des articles 106 à 109, 110, 1^o, 2^o et 4^o, et 111 à 113 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2020;
- de l'article 115 qui produit ses effets au 1^{er} juillet 2021;
- de l'article 116 qui produit ses effets au 15 mars 2022;
- de l'article 119 qui produit ses effets à partir du 1^{er} septembre 2021;
- de l'article 123 qui produit ses effets à partir du 1^{er} mars 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 février 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé,
de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 340-1. – Amendement(s) en commission, n° 340-2 - Rapport de commission, n° 340-3 – Texte adopté en commission, n°340-4 – Amendement(s) en séance, n°340-5 - Texte adopté en séance plénière, n°340-6

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 23 février 2022.

Notes Article 50 du présent décret.

(1) Est considéré comme « ayant décroché » l'élève qui quitte l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice entre deux années scolaires. Il s'agit, plus précisément, des jeunes qui ne sont plus inscrits dans une école organisée ou subventionnée par la Fédération Wallonie-Bruxelles l'année scolaire suivante.

(2) Est considéré comme « changeant d'école » un élève qui est inscrit au 15 janvier dans une école et qui, au 15 janvier de l'année suivante, est inscrit dans une autre école.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/31153]

24 FEBRUARI 2022. — Decreet houdende wijziging en aanpassing van sommige bepalingen inzake leerplichtonderwijs en niet-verplicht onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs*

Artikel 1. In artikel 1.3.1-1 van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in punt 13° worden de woorden "van de school" vervangen door de woorden "van de inrichtende macht";
2. tussen de punten 22° en 23° wordt een punt 22°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt: "22°/1 aanpassingsstelsel: het stelsel bedoeld in artikel 1.5.2-16,";
3. in punt 24° worden de woorden "van de inrichtende macht" ingevoegd tussen de woorden "en pedagogisch" en "wordt opgebouwd";
4. in punt 42° worden de woorden "van die" vervangen door "van de dagen" en wordt het woord "tijdens" geschrapt;
5. tussen de punten 49° en 50° wordt het volgende punt 49°/1 ingevoegd: "samenwerkingsprotocol: het protocol bedoeld in artikel 1.5.2-17, § 2,".

Art. 2. In artikel 1.4.1-2, tweede lid, 5°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "certificatie" vervangen door de woorden "externe certificerende en niet-certificerende evaluaties".

Art. 3. In artikel 1.4.2-2, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "het referentiestelsel van de gemeenschappelijke kern" vervangen door de woorden "de referentiestelsels van de gemeenschappelijke kern".

Art. 4. In artikel 1.4.2-3 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het woord "zeven" wordt vervangen door het woord "acht";
2. er wordt een punt 8° toegevoegd, dat als volgt luidt: "8° het gebied "Leren zich te oriënteren".

Art. 5. In artikel 1.4.3-2, § 4, eerste lid, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "hoger beroepsonderwijs en secundair onderwijs" vervangen door de woorden "secundair beroepsonderwijs".

Art. 6. In artikel 1.5.1-12, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "onder de toepassing van" vervangen door de woorden "van de straffen bedoeld in".

Art. 7. In artikel 1.5.2-1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "besluiten om voor elke vestiging een sturingsplan op te stellen" vervangen door de woorden "in hun sturingsplan specifieke doelstellingen onderscheiden voor elke vestiging".

Art. 8. In artikel 1.5.2-2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Met het oog op" vervangen door de woorden "In het kader van".

Art. 9. In artikel 1.5.2-3 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1 worden de woorden "Het sturingsplan voor elke school wordt opgesteld in het kader van deze doelstellingen voor de verbetering en, in voorkomend geval, van de specifieke doelstellingen" vervangen door de volgende woorden "Het sturingsplan voor elke school wordt opgesteld in het kader van de doelstellingen voor de verbetering van het onderwijsstelsel en, in voorkomend geval, van de specifieke doelstellingen";
2. in § 1, 4°, worden de woorden "de opstelling en uitvoering van het sturingsplan" vervangen door de woorden "de opstelling van het sturingsplan en de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst".

Art. 10. In artikel 1.5.2-4 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het tweede lid worden na de woorden "voor de opstelling van het sturingsplan" de woorden ", de eventuele aanpassing daarvan en de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst" ingevoegd;
2. in het tweede lid worden de woorden "voor de uitvoering van deze steun, een begeleidende overeenkomst" vervangen door de woorden "voor dit doel, een begeleidende overeenkomst";
3. in het vierde lid worden de woorden "voor de goedkeuring" vervangen door de woorden "na de goedkeuring".

Art. 11. In artikel 1.5.2-5 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden "van de indiening van het sturingsplan" vervangen door de woorden "na de indiening van het sturingsplan";
2. in § 3, vijfde lid, worden na de woorden "en hun uitvoeringsbesluiten" de woorden "In het kader van deze analyse kan de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst een ontmoeting hebben met de inrichtende macht, de directeur, het onderwijsteam van de school, de vertegenwoordigers van de ouders, de vertegenwoordigers van de lokale instanties voor sociaal overleg en, voor het secundair onderwijs, de vertegenwoordigers van de leerlingen." ingevoegd.

Art. 12. In artikel 1.5.2-8, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "indien de nauwgezette controle na de contractualisering wordt voortgezet," ingevoegd tussen de woorden "zodra de doelstellingenovereenkomst is goedgekeurd," en "de de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst".

Art. 13. In artikel 1.5.2-9 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 2, eerste lid, worden tussen de woorden "met de teams van het PMS-centrum" en "en met de vertegenwoordigers van de ouders" de woorden ", met de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst" ingevoegd;
2. in § 2, vijfde lid, worden tussen de woorden "voor de doelstellingen van verbetering" en "en, in voorkomend geval," de woorden "van het onderwijsstelsel" ingevoegd;
3. in § 2, vijfde lid, en § 3 worden de woorden "het sturingsplan" vervangen door de woorden "de doelstellingenovereenkomst".

Art. 14. In artikel 1.5.2-10, vierde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "en met de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst" ingevoegd tussen de woorden "met de teams van het PMS-centrum" en ", stelt de wijziging voor van".

Art. 15. In artikel 1.5.2-16 van het Wetboek wordt de eerste paragraaf, derde lid, vervangen door de volgende tekst:

"Het voorgestelde "aanpassingsstelsel" omvat de volgende elementen:

1. de prioritaire acties die moeten worden uitgevoerd om de in artikel 1.5.2-15 omschreven aanpassingsdoelstellingen te bereiken, de methoden voor het meten en evalueren van de verwachte resultaten en de termijnen waarbinnen deze naar verwachting zullen worden bereikt
2. de samenwerkingsmodaliteiten van het gehele onderwijsteam van de school, die met name de uitwerking van het aanpassingsstelsel en de uitvoering van het samenwerkingsprotocol mogelijk maken;
3. het opleidingsplan bedoeld in artikel 12, § 1, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van het personeel van de instellingen voor gewoon basisonderwijs of in artikel 19, § 1, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en betreffende de oprichting van een instituut voor opleiding tijdens de loopbaan;
4. de regelingen voor de uitvoering van het onderwijscontinuüm dat erop gericht is alle leerlingen in het kader van het gemeenschappelijk kerncurriculum de basisvaardigheden en de kennis, knowhow en competenties bij te brengen die nodig zijn voor hun persoonlijke ontwikkeling, hun sociale integratie en de voortzetting van hun studie, in de mate en het tempo waarin de school dat wenst, met inbegrip van de regelingen voor gedifferentieerd leren en gepersonaliseerde ondersteuning.

Art. 16. In artikel 1.5.2-16, derde lid, van het Wetboek, zoals vervangen bij artikel 15 van dit decreet, wordt punt 3° vervangen door de volgende tekst:

“3° het opleidingsplan, bedoeld in artikel 6.1.4-1;”.

Art. 17. In artikel 1.5.2-16, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “sociale” ingevoegd tussen de woorden “plaatselijke overlegorganen alsook aan de cel ” vervangen door de woorden “plaatselijke sociaal overlegorganen alsook aan de cel”.

Art. 18. In artikel 1.5.2-17 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht

1. in § 1, derde lid, wordt de regelafstand tussen de punten 5° en 1° geschrapt en wordt “1°” vervangen door “6°”;
2. in het tweede lid worden de woorden “in voorkomend geval” geschrapt tussen de woorden “tussen de inrichtende macht,” en “haar federatie van machten”;
3. in § 3, vierde lid, worden de woorden “in voorkomend geval” geschrapt tussen de woorden “tussen de inrichtende macht,” en “haar federatie van instanties”;
4. in § 4 worden de woorden “, in voorkomend geval,” geschrapt tussen de woorden “van de betrokken inrichtende macht en” en “van de federatie van instanties”.

Art. 19. In artikel 1.5.2-18 van hetzelfde Wetboek wordt het woord “sturingsplan” vervangen door het woord “aanpassingsstelsel”.

Art. 20. In artikel 1.5.3-2, § 1, derde lid, van hetzelfde Wetboek, wordt punt 2° vervangen door wat volgt:

“2° vertegenwoordigers van de ouders, met inbegrip van de ouders waarvan de kinderen in het gespecialiseerd onderwijs zijn ingeschreven en die het voorwerp uitmaken van een integratieproject in het gewoon onderwijs.

Art. 21. In artikel 1.5.3-13 van hetzelfde Wetboek wordt aan het derde lid het volgende toegevoegd:

“Ouders wier kinderen zijn ingeschreven in het gespecialiseerd onderwijs en die het voorwerp uitmaken van een integratieproject in het gewoon onderwijs, zijn ook ambtshalve lid van de oudervereniging van de betrokken school voor gewoon onderwijs.”.

Art. 22. In artikel 1.5.3-15, § 4, vierde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “voor een partij” geschrapt.

Art. 23. In artikel 1.6.1-2, § 2, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “van de specifieke controle” vervangen door de woorden “van de specifieke controle-opdrachten”.

Art. 24. In artikel 1.6.3-5 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 2, derde lid, 1°, worden de woorden “voor alle leerlingen van het vierde leerjaar van het secundair onderwijs” geschrapt;
2. in § 3, eerste lid, worden de woorden “, met uitzondering van die welke aan het einde van het zesde leerjaar van het lager onderwijs worden georganiseerd,” geschrapt;
3. in § 3, tweede lid, worden de woorden “op dezelfde datum” vervangen door de woorden “gedurende dezelfde periode”.

Art. 25. In artikel 1.6.3-6, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “er wordt een werkgroep opgericht, die als volgt is samengesteld” vervangen door de woorden “de regering stelt een werkgroep in die haar opdrachten uitvoert onder coördinatie van de evaluatiecommissie, bedoeld in artikel 1.6.4-1. Deze wordt als volgt samengesteld:”.

Art. 26. In artikel 1.6.3-7, 5°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “van een document waarin sporen worden voorgesteld” vervangen door de woorden “van sporen”.

Art. 27. In artikel 1.6.3-11, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “van een document waarin sporen worden voorgesteld” vervangen door de woorden “van sporen”.

Art. 28. In artikel 1.7.1-3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “vóór 1 oktober” vervangen door de woorden “overeenkomstig de in artikel 1.7.1-12 omschreven procedures”.

Art. 29. In artikel 1.7.1-6, § 1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek worden na de woorden “afwezigheden van hetzelfde minderjarige kind” de woorden “, of omdat hij dit kind niet heeft ingeschreven in een structuur die het mogelijk maakt de leerplicht te vervullen, of omdat hij niet heeft aangegeven dat het kind thuis werd onderwezen” ingevoegd.

Art. 30. In artikel 1.7.1-10, zesde lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “sturingsplan” vervangen door het woord “doelstellingenovereenkomst”.

Art. 31. Artikel 1.7.1-12 van het Wetboek wordt vervangen door de volgende tekst:

“Artikel 1.7.1-12. § 1. Minderjarigen die niet zijn ingeschreven in een school als bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2, vallen onder het thuisonderwijs.

De personen die verantwoordelijk zijn voor de leerplichtige minderjarige en die hem buiten een door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school wensen op te voeden, sturen elk jaar uiterlijk op 5 september een verklaring naar de diensten van de regering. Deze verklaring kan tot 15 september worden toegezonden indien de personen die voor de leerplichtige minderjarige verantwoordelijk zijn, aantonen dat deze bij het begin van het lopende schooljaar was ingeschreven in een school als bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2.

Deze verklaring kan na deze datum worden afgelegd indien de leerplichtige minderjarige zich in de loop van het schooljaar in België vestigt.

Wanneer de personen die voor de minderjarige verantwoordelijk zijn, hun kinderen onderwijs laten volgen in een school die noch georganiseerd, noch gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap, kunnen zij, onder hun verantwoordelijkheid, deze aangifteverplichting aan de directie van deze school toevertrouwen.

De vorm van de verklaring wordt bepaald door de regering.

§ 2. Tegelijk met de in de eerste paragraaf bedoelde verklaring kunnen de ouders van een leerplichtige minderjarige die niet voldoet aan de in de artikelen 1.7.1-19 en 1.7.1-20 gestelde voorwaarden, een met redenen omkleed verzoek om vrijstelling indienen. In het verzoek moeten de redenen worden vermeld waarom niet aan deze voorwaarden is voldaan, alsmede de doelstellingen van het thuisonderwijs. Het gaat vergezeld van een individueel opleidingsplan en ondersteunende documenten.

De in artikel 1.7.1-13 bedoelde Voorzitter van de Commissie wijst het verzoek af indien het dossier kennelijk onvolledig is of het verzoek kennelijk ongegrond is.

In geval van ontvankelijke aanvragen kan de Commissie, na advies van de algemene inspectiedienst, vrijstelling verlenen. In dat geval stelt zij de termijn vast waarbinnen aan de certificeringsvoorwaarden moet worden voldaan, alsmede de wijze van toezicht op het thuisonderwijs, en onderzoekt zij de aanvraag in voorkomend geval in het licht van artikel 1.7.1-14, § 2.

In geval van weigering schrijven de personen die voor de leerplichtige minderjarige verantwoordelijk zijn, hem in een school in als bedoeld in artikel 1.7.1-2, § 2. De Commissie stelt de termijn vast waarbinnen de verantwoordelijken het bewijs van inschrijving moeten leveren.

Art. 32. In artikel 1.7.1-22 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "§ 1" in het eerste lid en § 2 geschrapt.

Art. 33. In artikel 1.7.3-4, § 2, vierde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "aan de Consumentenraad" vervangen door de woorden "aan de Bijzondere Adviescommissie voor consumentenaangelegenheden".

Art. 34. In artikel 1.7.5-2, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid vervangen door de volgende tekst:

"Dit formulier staat toe:

1. in het eerste deel, een verzoek om vrijstelling in te dienen voor een van de onder 2° bedoelde cursussen Voor dit verzoek hoeven geen redenen te worden opgegeven;

2. in een tweede deel, de keuze tussen de godsdienstcursus en de niet-confessionele zedenleercursus. Indien de keuze van godsdienstlessen wordt gemaakt, moet in de verklaring uitdrukkelijk worden vermeld voor welke godsdienst wordt gekozen.

Art. 35. In artikel 1.7.7-4 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1 wordt het derde lid geschrapt;

2. in § 1 wordt het vierde lid vervangen door:

"In het basisonderwijs deelt elke inrichtende macht of haar afgevaardigde de regeringsdiensten voor elke vestigingsplaats van haar scholen voor basisonderwijs het aantal beschikbare plaatsen mee voor elk leerjaar in het gewoon onderwijs en voor elke soort en leerrijpheid in het gespecialiseerd onderwijs.

In het secundair onderwijs stelt elke inrichtende macht of haar afgevaardigde de regeringsdiensten voor elke secundaire school in kennis van het niet-beschikbaar zijn van plaatsen voor elk studiejaar, elke vorm en keuzemogelijkheid in het gewoon onderwijs en voor elk type, elke vorm, fase en keuzemogelijkheid in het gespecialiseerd onderwijs;

3. in § 2, laatste lid, worden de woorden "van de regering" geschrapt.

Art. 36. In artikel 1.7.9-6, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "schoolwerkdagen" vervangen door "werkdag".

Art. 37. In artikel 1.7.9-7, § 3, van hetzelfde Wetboek:

1. in het eerste lid wordt het woord "school" geschrapt;

2. in het derde lid wordt het woord "school" geschrapt.

Art. 38. In artikel 1.9.2-2, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in punt 1° worden de woorden "en § 3, tweede lid, 1°" geschrapt;

2. in punt 2° worden de woorden "en § 3, tweede lid, 2°" geschrapt.

Art. 39. In artikel 2.2.1-5, § 3, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in punt 3°, onder b), worden de woorden "technologische, manuele en digitale toepassingen" vervangen door "manuele, technische, technologische en digitale opleiding

2. in punt 4°, onder a), wordt "vier" vervangen door "twee".

Art. 40. In artikel 2.2.1-5, § 3, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "6° en 7°" vervangen door de woorden "6°, 7° en 8°".

Art. 41. In artikel 2.2.2-1, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in punt 1, onder a), worden de woorden "Frans en oude talen, gedurende zes lestijden;" vervangen door "Frans, gedurende zes lestijden in het eerste jaar en vier lestijden in het tweede en derde jaar, en oude talen, gedurende twee lestijden in het tweede en derde jaar;"

2. in punt 3, onder c), worden de woorden "technologische, manuele en digitale toepassingen" vervangen door de woorden "manuele, technische, technologische en digitale opleiding".

3. in hetzelfde artikel, § 3, eerste lid, worden de woorden "6° en 7°" vervangen door de woorden "6°, 7° en 8°".

Art. 42. In artikel 2.2.4-1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "2.2.1-7 en 2.2.2-1, § 1, tweede lid, onderdelen 2 en 3" vervangen door de woorden "2.2.1-6 en 2.2.2-1, § 1, tweede lid, onderdeel 2".

Art. 43. In artikel 2.3.1-1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "zeven" vervangen door het woord "acht".

Art. 44. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 2.3.1-3, § 1, van hetzelfde Wetboek:

1. in het tweede lid worden de woorden "Deze specifieke stelsels" vervangen door de woorden "Deze aanvullende specifieke stelsels";

2. in het derde lid worden de woorden "Deze specifieke stelsels" vervangen door de woorden "Deze aanvullende specifieke stelsels".

Art. 45. In artikel 2.3.1-4, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden " specifieke stelsels " vervangen door de woorden " aanvullende specifieke stelsels ".

Art. 46. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 2.3.1-6, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek:

1. de woorden "een specifiek stelsel" worden vervangen door de woorden "een aanvullend specifiek stelsel";

2. de woorden "een specifiek stelsel" worden vervangen door de woorden "een aanvullend specifiek stelsel".

Art. 47. In artikel 2.3.1-7, tweede lid, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "een specifiek stelsel" vervangen door de woorden "een aanvullend specifiek stelsel".

Art. 48. In artikel 2.4.1-1, § 3, derde lid, 1°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Algemene dienst voor het beheer van scholen en psycho-medisch-sociale centra" tweemaal vervangen door de woorden "Algemene inspectie-dienst".

Art. 49. In artikel 2.6.1-1, derde lid, derde streepje, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van technologische, manuele en digitale toepassingen" vervangen door de woorden "van manuele, technische, technologische en digitale opleiding".

Art. 50. In hetzelfde Wetboek wordt de bijlage met als opschrift « Indicateurs et valeurs de référence liés aux objectifs d'amélioration énoncés à l'article 1.5.2-2, alinéa 2 » vervangen door :

« Indicateurs et valeurs de référence liés aux objectifs d'amélioration énoncés à l'article 1.5.2-2, alinéa 2.

Objectif d'amélioration	Indicateurs	Valeurs de référence
1. Améliorer significativement les savoirs, les savoir-faire et les compétences des élèves	Indicateur 1.1: Part des jeunes de 15 ans qui possèdent des compétences moyennes et des compétences de haut niveau dans chacun des domaines couverts par PISA: 1.1.1: lecture 1.1.2: mathématiques 1.1.3: sciences	Valeur de référence 1.1: Atteindre la moyenne des pays voisins (Pays-Bas, Allemagne, France, Luxembourg, Royaume-Uni en incluant la Flandre) aux tests PISA, ce qui signifie, passer: de 77,4% (2015) à 81% (2030) de 76,0% (2015) à 80% (2030) de 76,9% (2015) à 81% (2030)
	Indicateur 1.2: Part des jeunes de 15 ans qui possèdent des compétences de haut niveau dans chacun des domaines couverts par PISA: 1.2.1: lecture 1.2.2: mathématiques 1.2.3: sciences	Valeur de référence 1.2: Atteindre la moyenne des pays voisins (Pays-Bas, Allemagne, France, Luxembourg, Royaume-Uni en incluant la Flandre) aux tests PISA, ce qui signifie, passer: de 5,9% (2015) à 11% (2030) de 10,0% (2015) à 14% (2030) de 5,3% (2015) à 10%(2030)
	Indicateur 1.3: Résultats aux évaluations externes dans l'ensemble des matières couvertes (français, mathématiques et éveil pour le CEB - français, mathématiques, sciences et langues modernes pour le CE1D) mesurés sur la base du résultat moyen de l'ensemble des élèves (en ce compris pour la forme 4 de l'enseignement secondaire spécialisé)	Valeur de référence 1.3: Pas de valeur chiffrée définie ; amélioration importante attendue
	Indicateur 1.4: Part des jeunes ayant fréquenté la forme 3 de l'enseignement secondaire spécialisé et ayant obtenu un certificat de qualification	Valeur de référence 1.4: Pas de valeur chiffrée définie ; amélioration attendue
	Indicateur 1.5: Différences des résultats aux évaluations externes entre écoles exprimées de manière proportionnelle à la dispersion des résultats entre élèves: 1.5.1: CEB français 1.5.2: CEB mathématiques 1.5.3: CEB éveil 1.5.4: CE1D français 1.5.5: CE1D mathématiques 1.5.6: CE1D langues modernes 1.5.7: CE1D sciences	Valeur de référence 1.5: Passer: de 22,2% (2016-17) à 16% (2030-31) de 26,4% (2016-17) à 18% (2030-31) de 22,3% (2016-17) à 16% (2030-31) de 26,8% (2016-17) à 21% (2030-31) de 36,6% (2016-17) à 29% (2030-31) de 26,9% (2016-17) à 22% (2030-31) de 30,7% (2016-17) à 25% (2030-31)
2. Augmenter la part des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire supérieur	Indicateur 2: La part des jeunes entre 20 et 24 ans diplômés de l'enseignement secondaire supérieur parmi les jeunes résidant sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles	Valeur de référence 2: Atteindre en 2030 l'objectif fixé au niveau européen, soit 85% de la population concernée (situation actuelle: 79% selon les chiffres d'Eurostat)

3. Réduire les différences entre les résultats des élèves les plus favorisés et des élèves les moins favorisés d'un point de vue socio-économique	Indicateur 3: La différence entre les résultats des élèves les plus favorisés et ceux des élèves les moins favorisés d'un point de vue socio-économique aux tests PISA: 3.1: lecture 3.2: mathématiques 3.3: sciences	Valeur de référence 3: Atteindre la moyenne des pays voisins (Pays-Bas, Allemagne, France, Luxembourg, Royaume-Uni en incluant la Flandre) aux tests PISA, ce qui signifie, passer: de 107,3 (2015) à 101 points (2030) de 106,6 (2015) à 95 points (2030) de 111,6 (2015) à 106 points (2030)
4. Réduire progressivement le redoublement et le décrochage	Indicateur 4.1: Part des élèves considérés comme « redoublants » (est considéré comme « redoublant » tout élève qui est inscrit deux années scolaires successives dans la même année d'étude) une année scolaire donnée, parmi les élèves fréquentant l'enseignement primaire ordinaire et les 6 premières années de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice	Valeur de référence 4.1: Diminution de 50% par rapport à la situation actuelle à l'horizon 2030, passer: de 7,6% en 2016-17 à 3,8% en 2030-31 de façon à favoriser la réduction du retard scolaire (en primaire: passer de 3,0% à 1,5% et en secondaire: de 12% à 6%) de 17% d'élèves en retard en 5e primaire en 2016-17 à 10% en 2030-31 de 59% d'élèves en retard en 5e secondaire en 2016-17 à 40% en 2030-31
	Indicateur 4.2: Part des élèves considérés comme « ayant décroché(1) » une année scolaire donnée, parmi les élèves fréquentant les 3e, 4e et 5e années secondaires de l'enseignement ordinaire de plein exercice	Valeur de référence 4.2: Diminution de 50% par rapport à la situation actuelle à l'horizon 2030: passer de 5,1% (2016-17) à 2,5% (2030-31)
	Indicateur 4.3: Part des élèves fréquentant l'enseignement spécialisé et résidant en Belgique qui ne sont plus inscrits dans une école organisée ou subventionnée par la Communauté française l'année scolaire suivante, alors qu'ils ont de 15 à 17 ans accomplis	Valeur de référence 4.3: Passer de 4,1% (2016-17) à 2,0% (2030-31)
5. Réduire les changements d'école au sein du tronc commun	Indicateur 5: Part des élèves changeant d'école(2) entre deux années scolaires successives parmi les élèves inscrits: 5.1: de la 1 ^{re} à la 6e année primaire 5.2: de la 1 ^{re} à la 3e année secondaire dans l'enseignement ordinaire de plein exercice	Valeur de référence 5: Passer: Pour l'enseignement primaire: de 9,2% (2016-17) à 6,5% (2030-31) Pour l'enseignement secondaire: de 16,7% (2016-17) à 12,9% (2030-31)
6. Augmenter progressivement l'inclusion des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire	Indicateur 6.1: Pourcentage d'élèves pris en charge dans l'enseignement spécialisé par rapport à la population scolaire totale	Valeur de référence 6.1: Passer de 4,1% (2016-17) à 3,6% (2030-31)
	Indicateur 6.2: Part d'élèves inscrits dans l'enseignement spécialisé l'année t et inscrits dans l'enseignement ordinaire en t+1	Valeur de référence 6.2: Pas de valeur chiffrée, augmentation attendue
7. Accroître les indices du bien-être à l'école et du climat scolaire	Indicateur 7: À construire dans le cadre de la réalisation d'une enquête multidimensionnelle et systémique, réalisée tous les 5 ans auprès des différents publics de l'école [...]	Valeur de référence 7: à venir

Art. 51. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 3 van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de boeken 1 en 2 van het Wetboek basis- en secundair onderwijs, waarin de gemeenschappelijke kern is vastgesteld:

1. in punt 1°, onder *a*), worden de woorden "met uitzondering van artikel 10, vijfde lid," toegevoegd;

2. in punt 1 wordt punt *b*) vervangen door "b) artikel 13";

3. in punt 15 worden de woorden "het onderwijs voor" ingevoegd tussen de woorden "versterking van" en de woorden "verantwoordelijk burgerschap".

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen die bepaalde aanpassingen aanbrengen
in de organisatie van externe certificeringsproeven in het gespecialiseerd onderwijs*

Afdeling 1. — Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs

Art. 52. In artikel 2.3.2-6, § 2, eerste lid, van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs worden de woorden "Bij wijze van uitzondering worden leerlingen met een centrale slechthorendheid of met een gehoorstoornis vrijgesteld van de luistertaak van de proef wanneer de mate van de centrale slechthorendheid of de gehoorstoornis zodanig is dat het onmogelijk is de nadere regels van de luistertaak adequaat aan te passen." ingevoegd na de woorden "of een mentale achterstand."

Art. 53. In artikel 2.3.3-6, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden na de woorden "of mentale achterstand" de woorden "Bij wijze van uitzondering worden leerlingen met een centrale gehoorstoornis of een gehoorstoornis vrijgesteld van de luistertaak van de proef wanneer de mate van de centrale gehoorstoornis of de gehoorstoornis van dien aard is dat het onmogelijk is de nadere regels van de luistertaak naar behoren aan te passen." ingevoegd.

*Afdeling 2. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 juni 2006
betreffende de externe evaluatie van de leerprestaties in het leerplichtonderwijs*

Art. 54. In de artikelen 25, § 2, eerste lid, en 36/7, § 2, eerste lid, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de leerresultaten van leerlingen in het leerplichtonderwijs en betreffende het getuigschrift van basisonderwijs, worden de woorden "Uitzonderlijk, zijn leerlingen met een centrale gehoorstoornis of een gehoorstoornis vrijgesteld van de luistertaak van de proef wanneer de mate van de centrale gehoorstoornis of de gehoorstoornis van dien aard is dat het onmogelijk is de modaliteiten van de luistertaak naar behoren aan te passen" wordt ingevoegd na de woorden "of een mentale achterstand."

Art. 55. In artikel 36/15, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden na de woorden "zintuiglijk en/of motorisch" de woorden "Bij wijze van uitzondering worden leerlingen met een centraal gehoorprobleem of een gehoorstoornis vrijgesteld van de luistertaak van de test wanneer de mate van het centrale gehoorprobleem of de gehoorstoornis zodanig is dat het onmogelijk is de modaliteiten van de luistertaak adequaat aan te passen" ingevoegd.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen betreffende het kwalificerend onderwijs*

Afdeling 1. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen

Art. 56. In artikel 2 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, wordt punt 10° vervangen door wat volgt:

"10° "Herschikingsplan": een lijst van gebundelde basisopties die in aanmerking kunnen komen voor stimulansen om te creëren, te behouden of te sluiten."

Art. 57. In artikel 4, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014 tot wijziging van de werking van de netoverschrijdend sturingsinstellingen voor het kwalificerend onderwijs, wordt e) vervangen door wat volgt:

"e) een vertegenwoordiger van de algemene administratie van het onderwijs;"

Art. 58. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 2:

- in het eerste lid worden de woorden "4 jaar" vervangen door de woorden "3 jaar" en de woorden "3de jaar" door de woorden "2de jaar";

- in het tweede lid wordt punt 1° vervangen door: "1° een lijst van gebundelde basisopties die in aanmerking komen voor stimulansen om ze te creëren, te behouden of te sluiten;"

- in het tweede lid, onder 5°, worden de woorden "4 keer" vervangen door de woorden "1 keer";

- in het derde lid worden de woorden "4 jaar" vervangen door de woorden "3 jaar";

2. in § 4, vierde lid, worden de woorden "Division relation Ecoles-Monde du Travail" vervangen door de woorden "Observatoire du Qualifiant des Métiers et des Technologies".

Afdeling 2. — Bepaling betreffende alternerend leren

Art. 59. § 1. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 2*quinquies* van het decreet van 3 juli 1991 houdende de organisatie van het secundair onderwijs:

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden "en die voldoet aan de behoudsnormen" vervangen door de woorden "in overeenstemming met de voorschriften inzake behoudsnormen";

2. § 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

"§ 2. De in artikel 2 bis, eerste lid, punt 2,° bedoelde opleidingen worden door het Centrum voor alternerend onderwijs en beroepsopleiding voorgesteld op grond van een met tweederde van de aanwezige leden van de raad van bestuur genomen besluit en nadat is gegarandeerd dat de instelling waar de opleiding zal worden georganiseerd, de instemming van haar inrichtende macht heeft verkregen. Vervolgens worden zij onderworpen aan de overlegprocedure die door de regering is vastgesteld overeenkomstig artikel 24 van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Voordat de regering een besluit heeft genomen, kunnen geen nieuwe alternerende opleidingen worden georganiseerd.

Het Centrum voor alternerend onderwijs en beroepsopleiding zendt de administratie vóór 1 oktober de lijst toe van de op die datum georganiseerde cursussen en de lijst van de leerlingen die daarvoor zijn ingeschreven. Hij stelt de administratie onmiddellijk in kennis van elke wijziging van de lijst van opleiding in de loop van het jaar."

§ 2. Artikel 10, vierde lid, van voornoemd decreet van 3 juli 1991 wordt aangevuld met de woorden: "Het begrip van ten minste één schooljaar kan een periode van bewezen schoolbezoek in het onderwijs met volledig leerplan omvatten."

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen betreffende de berekening van de omkadering van leerlingen**Afdeling 1. — Bepaling betreffende de tewerkstelling van niet-onderwijzend personeel in het gewoon secundair onderwijs op ¼-basis*

Art. 60. In artikel 7 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. aan het eerste lid worden de volgende woorden toegevoegd: "Wanneer echter de uitkomst van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde berekening geen geheel getal is, kan het personeelslid worden aangesteld in het extra gedeelte van de betrekking, hetzij in ¼-tijd, hetzij in ½-tijd, hetzij in ¾-tijd."

2. in het tweede lid worden de woorden "een onderbreking van de deeltijdse beroepsloopbaan" vervangen door de woorden "een onderbreking van de beroepsloopbaan";

3. er wordt een nieuw derde lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

"De in het vorige lid bedoelde afwijking is ook van toepassing op de vervanging van de tijdelijke hulppersoneelslid in het onderwijs in een ambt met een aanwervingsambt.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de inaanmerkingneming van afwezige leerlingen in de berekening van het organiek kader van het niet-onderwijzend personeel en de normen voor de oprichting, het behoud en de rationalisering

Onderafdeling 1. — Bepaling tot wijziging van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs

Art. 61. § 1. In artikel 1.7.1-9 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs wordt het tweede lid vervangen door: "Wanneer een leerling vóór een teldatum niet overeenkomstig het eerste lid is gemeld, wordt hij op de betrokken teldatum niet meegeteld voor de berekening van het periode-kapitaal of het totale aantal leraarperioden, het beroepspersoneel van het niet-onderwijzend personeel, de minimumbevolking van de school en de exploitatiedotaties of -subsidies van de school.

§ 2. In het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulppersoneel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs, worden in artikel 2, eerste lid, de woorden "met uitzondering van de leerlingen bedoeld in artikel 1.7.1-9, tweede lid, van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs" ingevoegd na de woorden "op 15 januari van het voorafgaande schooljaar".

Onderafdeling 2. — Bepaling tot wijziging van koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II

Art. 62. In artikel 2 van koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, wordt § 1 vervangen door

"§ 1. Voor de toepassing van dit besluit worden alleen de leerlingen in aanmerking genomen die op 1 oktober regelmatig waren ingeschreven, met uitzondering van de leerlingen bedoeld in artikel 1.7.1-9, tweede lid, van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs."

Onderafdeling 3. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 63. In artikel 5, tweede lid, van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden na de woorden "op 1 oktober" de woorden ", met uitzondering van de leerlingen bedoeld in artikel 1.7.1-9, tweede lid, van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs" ingevoegd.

Art. 64. In artikel 7, vijfde lid, van hetzelfde decreet wordt punt 20° vervangen door:

"20° DASPA, zoals gedefinieerd in artikel 2, 5°, van het decreet van 7 februari 2019 houdende organisatie van de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 65. In artikel 7/1, § 1, eerste lid, 3. van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 2, § 1, 2°, van het decreet van 18 mei 2012 tot instelling van een stelsel voor de opvang en de scholarisatie van nieuwkomersleerlingen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs" vervangen door de woorden "in artikel 2, 5°, van het decreet van 7 februari 2019 houdende organisatie van de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap".

Art. 66. In artikel 22, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "regelmatige leerlingen" vervangen door de woorden "regelmatig ingeschreven leerlingen".

Art. 67. In artikel 23, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 2, § 1, 2°, van het decreet van 18 mei 2012 tot instelling van een stelsel voor de opvang en de scholarisatie van nieuwkomersleerlingen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs" vervangen door de woorden "in artikel 2, 5°, van het decreet van 7 februari 2019 het decreet van 7 februari 2019 houdende organisatie van de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap".

Art. 68. In artikel 23bis, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in punt f) worden na de woorden "tijdelijk technisch onderwijs" de woorden "en tijdelijk kunstonderwijs" toegevoegd;

2. in punt g) worden na de woorden "kwalificerend technisch onderwijs" de woorden "en kwalificerend kunstonderwijs" toegevoegd.

*Afdeling 3. — Bepaling voor het opvoedend hulppersoneel
in het gewoone secundair onderwijs dat op NTPP aangeworven is*

Art. 69. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 20, vijfde lid, van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan:

1. in het eerste lid worden de woorden "opvoedend hulppersoneel" geschrapt.
2. in het vierde lid worden de woorden "opvoeder," toegevoegd tussen de woorden "ambt" en "maatschappelijk werker";
3. aan het vierde lid wordt de volgende zin toegevoegd: "De instelling is niet langer gebonden door de beperking van het vorige lid wanneer een personeelslid dat een ambt van opvoeder bekleedt dat is gegenereerd met toepassing van de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regels en de voorwaarden voor de berekening van het aantal ambten in bepaalde ambten van het hulponderwijzend en administratief personeel van de instellingen voor secundair onderwijs, op pensioen gaat, ontslag neemt of het voordeel geniet van een verandering van opdracht of van een overplaatsing.

*Afdeling 4. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004
houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 70. In artikel 33, tweede lid, van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, worden de woorden "de artikelen 12, 13 en 14" vervangen door de woorden "de artikelen 12, 13, 14 en 14bis".

Art. 71. In artikel 85, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "van artikel 15" vervangen door de woorden "van de artikelen 15 en 15bis".

HOOFDSTUK 5. — Bepalingen tot wijziging van het statuut van de leden van het onderwijzend personeel

Afdeling 1. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 72. In artikel 31, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. punt 5 wordt geschrapt en vervangen door de volgende tekst "voor het toe te wijzen ambt,
 - a) houder zijn van een door de regering vastgesteld vereiste bekwaamheidsbewijs
 - b) ten minste 150 dagen anciënniteit hebben genoten inzake de afwijking(en) van artikel 20, eerste lid, in het geval van een tijdelijke die houder is van een kwalificatie in de categorie van voldoende kwalificaties
 - c) voor de tijdelijke die houder is van een kwalificatie van de categorie "andere kwalificaties" de opeenvolgende afwijkingen als bedoeld in artikel 20, derde lid, hebben genoten gedurende ten minste 600 dagen, gespreid over ten minste vier opeenvolgende schooljaren."
2. tussen de punten 5^{bis} en 6^o wordt een punt 5^{ter} toegevoegd, dat als volgt wordt geformuleerd "voor de overige kwalificaties als bedoeld in punt 5, onder c), een nuttige minimumervaring in het beroep bezitten, wanneer deze als voldoende of vereiste kwalificatie geldt;"

Art. 73. In artikel 34, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. het eerste lid wordt geschrapt en vervangen door de volgende tekst "De kandidaten worden gerangschikt volgens de volgorde vastgesteld overeenkomstig de artikelen 2, § 1, tweede lid, en 3, § 2, eerste tot en met vierde lid, van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels volgens dewelke de kandidaten voor tijdelijke aanwerving in het rijksonderwijs worden gerangschikt;
2. het tweede lid wordt geschrapt;
3. het derde lid wordt hernummerd tot lid 2 en als volgt gewijzigd: de woorden "als bedoeld in de leden 1 en 2" worden geschrapt en vervangen door de woorden "als bedoeld in het eerste lid" en de woorden "nadat aan de voorwaarde van dezelfde bepaling is voldaan" worden geschrapt en vervangen door de woorden "na aftrek van het jaar of de jaren van afwijking";
4. het vierde lid wordt geschrapt en vervangen door een nieuw derde lid, dat als volgt luidt: "Bij een gelijk aantal sollicitaties hebben de in het eerste lid bedoelde kandidaten die over de vereiste kwalificaties beschikken, voorrang;
5. lid 5 wordt hernummerd tot lid 4 en als volgt gewijzigd: de woorden "in het derde lid" worden vervangen door de woorden "in het tweede lid".

Art. 74. In artikel 51bis, § 1, van hetzelfde koninklijk besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het eerste lid worden de woorden "van raciale, godsdienstige of seksistische aard" vervangen door de woorden "die verband houden met een van de vormen van discriminatie bedoeld in de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie";
2. in het eerste lid wordt een punt 5 ingevoegd dat luidt als volgt:

"5^o "overmacht": een toestand buiten de wil van het slachtoffer die, zonder dat hij daaraan redelijkerwijs iets kon doen, verhinderde dat hij het verzoek binnen de in dit hoofdstuk bedoelde termijn indiende, of eerder na het verstrijken van die termijn."

Art. 75. In hetzelfde besluit worden in artikel 51ter de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 2, eerste lid, worden de woorden "van één maand" vervangen door de woorden "van drie maanden";
2. in § 2, derde lid, worden tussen de woorden "administratieve gezondheidsdienst" en ", dient hij het verzoek in" de woorden "binnen twintig werkdagen na het plaatsvinden van de gewelddaad of de indiening van een klacht wegens pesterijen bij de gerechtelijke autoriteiten of de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk" ingevoegd;

3. in § 2, derde lid, worden de woorden "van één maand na de hervatting van zijn werkzaamheden" vervangen door de woorden "van drie maanden na het plegen van de gewelddaad of de erkenning van de situatie van intimidatie";

4. in § 2, derde lid, worden de woorden ", behalve in gevallen waarin MEDEX een ongunstig advies uitbrengt over de hervatting van de werkzaamheden in de betrokken vestiging" geschrapt;

5. in § 2, derde lid, in fine, wordt de zin "Deze periode van drie maanden wordt opgeschort zolang het personeelslid erkend is als tijdelijk arbeidsongeschikt" ingevoegd;

6. in § 3, eerste lid, worden de woorden "acht werkdagen" vervangen door de woorden "twintig werkdagen";

7. in § 3, tweede lid, worden de woorden "acht werkdagen" vervangen door de woorden "tien werkdagen".

Afdeling 2. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd vrij onderwijspersoneel

Art. 76. In het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd vrij onderwijspersoneel, worden in artikel 34*quinquies* de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden "van raciale, godsdienstige of seksistische aard" vervangen door de woorden "die verband houden met een van de vormen van discriminatie bedoeld in de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie".

2. in § 1, eerste lid, wordt een punt 3 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"3° "overmacht": een toestand buiten de wil van het slachtoffer die, zonder dat het slachtoffer daaraan redelijkerwijs iets kon doen, hem verhinderde de aanvraag in te dienen binnen de in dit hoofdstuk bedoelde termijn, of eerder na het verstrijken van die termijn;

3. in § 4, eerste lid, worden de woorden "van één maand" vervangen door de woorden "van drie maanden";

4. in § 4, tweede lid, worden tussen de woorden "administratieve gezondheidsdienst" en ", dient hij het verzoek in" de woorden "binnen twintig werkdagen na het plaatsvinden van de gewelddaad of de indiening van een klacht wegens pesterijen bij de gerechtelijke autoriteiten of de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk" ingevoegd;

5. in § 4, tweede lid, worden de woorden "van één maand na de hervatting van zijn werkzaamheden" vervangen door de woorden "van drie maanden na het plegen van de gewelddaad of de erkenning van de situatie van intimidatie";

6. in § 4, tweede lid, worden de woorden ", behalve in gevallen waarin MEDEX een ongunstig advies uitbrengt over de hervatting van de werkzaamheden in de betrokken vestiging" geschrapt;

7. in § 4, tweede lid, wordt de zin "Deze periode van drie maanden wordt opgeschort zolang het personeelslid erkend is als tijdelijk arbeidsongeschikt" ingevoegd tussen de woorden "zijn inrichtende macht" en "de Algemene directie Leerplichtonderwijs";

8. in § 5, eerste lid, worden de woorden "acht werkdagen" vervangen door de woorden "twintig werkdagen";

9. in § 5, tweede lid, worden de woorden "acht werkdagen" vervangen door de woorden "tien werkdagen".

Afdeling 3. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel in het officieel gesubsidieerd onderwijs

Art. 77. In het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van het gesubsidieerd personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden in artikel 36*bis* de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1, eerste lid, worden de woorden "van raciale, godsdienstige of seksistische aard" vervangen door de woorden "die verband houden met een van de vormen van discriminatie bedoeld in de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie".

2. in § 1, eerste lid, wordt het volgende punt 5 ingevoegd:

"5° "overmacht": een toestand buiten de wil van het slachtoffer die, zonder dat hij daaraan redelijkerwijs iets kon doen, verhinderde dat hij het verzoek binnen de in dit hoofdstuk bedoelde termijn indiende, of eerder na het verstrijken van die termijn;

3. in § 2, tweede lid, worden de woorden "dertig dagen" vervangen door de woorden "drie maanden";

4. in § 2, derde lid, worden tussen de woorden "administratieve gezondheidsdienst" en ", dient hij het verzoek in" de woorden "binnen twintig werkdagen na het plaatsvinden van de gewelddaad of de indiening van een klacht wegens pesterijen bij de gerechtelijke autoriteiten of de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk" ingevoegd;

5. in § 2, derde lid, worden de woorden "van dertig dagen vanaf de datum van hervatting van de uitoefening van zijn ambt" vervangen door de woorden "van drie maanden na het plaatsvinden van de gewelddaad of de erkenning van de situatie waarin sprake is van intimidatie";

6. in § 2, derde lid, worden de woorden ", behalve in gevallen waarin MEDEX een ongunstig advies uitbrengt over de hervatting van de werkzaamheden in de betrokken vestiging" geschrapt;

7. in § 2, derde lid, wordt de zin "Deze periode van drie maanden wordt opgeschort zolang het personeelslid erkend is als tijdelijk arbeidsongeschikt" ingevoegd tussen de woorden "zijn inrichtende macht" en "de Algemene directie Leerplichtonderwijs";

8. in § 3, eerste lid, worden de woorden "acht werkdagen" vervangen door de woorden "twintig werkdagen";

9. in § 3, tweede lid, worden de woorden "acht werkdagen" vervangen door de woorden "tien werkdagen".

HOOFDSTUK 6. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 oktober 2016 betreffende de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap van het gewoon secundair onderwijs

Art. 78. Artikel 2, 7°, van het decreet van 27 oktober 2016 betreffende de organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap van het gewoon secundair onderwijs, wordt opgeheven.

Art. 79. In artikel 18, § 1, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden "of een door het onderwijsstelsel voor sociale promotie afgegeven getuigschrift van vakbekwaamheid" ingevoegd tussen de woorden "sociale promotie" en "die het mogelijk maakt vast te stellen of".

HOOFDSTUK 7. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 februari 2019 houdende organisatie van de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 80. Aan artikel 15, tweede lid, van het decreet van 7 februari 2019 houdende organisatie van de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende woorden toegevoegd: "Het voorziene uurrooster kan worden aangepast voor ongeletterde leerlingen die voor het eerst onderwijs volgen, zonder dat evenwel kan worden afgeweken van het minimum van 18 lessen per week na 18 maanden in DASPA".

Art. 81. Artikel 18, vierde lid, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 8. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 maart 2019 houdende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de werkzaamheden van de leden van het onderwijzend personeel en tot toekenning van meer organisatorische flexibiliteit aan de inrichtende machten*

Art. 82. Aan artikel 9 van het decreet van 14 maart 2019, houdende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de werkzaamheden van de leden van het onderwijzend personeel en tot toekenning van meer organisatorische flexibiliteit aan de inrichtende machten, wordt een vierde paragraaf toegevoegd, dat als volgt luidt:

"§ 4. Bij ontstentenis van een kandidaat en in afwijking van de artikelen 21, § 1 en 22, kunnen de inrichtende macht of haar afgevaardigde, in het gesubsidieerd onderwijs, en de directeur, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, na een nieuwe oproep tot kandidaten, de opdrachten bedoeld in § 1, wanneer er één of meerdere leraarenlestijd(en) of lestijd(en) van het krachtens titel 7 van dit decreet toegekende lestijdenpakket aan verbonden is/zijn, toekennen aan een leraar die aan de volgende voorwaarden voldoet:

1. in de afgelopen tien jaar geen ongunstige beoordeling heeft plaatsgevonden;
2. een anciënniteit van minstens 5 jaar hebben in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

De in het vorige lid bedoelde oproep tot het indienen van aanvragen vindt plaats volgens de in § 3 omschreven procedure.

HOOFDSTUK 9. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitale bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs*

Art. 83. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 1, tweede lid, van het decreet van 25 april 2019 betreffende het digitale bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs:

1. punt 13° wordt vervangen door hetgeen volgt:

"13° Federaties van inrichtende machten : organen die de bij hen aangesloten inrichtende machten vertegenwoordigen en coördineren en die door de regering erkend zijn overeenkomstig artikel 1.6.5-2 van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs;

2. punt 16° wordt vervangen door:

"16° Sturing van de scholen: de sturing bedoeld in de artikelen 1.5.2-1 en volgende van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs;

3. punt 17° wordt vervangen door het volgende:

"17° Sturingsplan/ doelstellingenovereenkomst: het sturingsplan of de doelstellingenovereenkomst zoals bepaald in artikel 1.3.1-1, 45°/1 en 18°/1 van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs

- 4) punt 18° wordt vervangen door:

"18° Aanpassingsstelsel/samenwerkingsprotocol: het aanpassingsstelsel of het samenwerkingsprotocol zoals gedefinieerd in artikel 1.3.1-1, 22°/1 en 49°/1 van het Wetboek van basis- en secundair onderwijs;"

Art. 84. In artikel 3, § 4, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, dat als volgt luidt:

"CINE kan ook twee leden tellen, één die de regering van het Waalse Gewest vertegenwoordigt en één die de regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest vertegenwoordigt, benoemd door de regering van de Franse Gemeenschap op advies van de twee voornoemde organen. Deze leden zetelen in CINE op facultatieve basis en hun opdrachten zijn beperkt tot het behandelen van aangelegenheden in verband met de digitale uitrusting van scholen, overeenkomstig de bevoegdheidsverdeling tussen de Gemeenschappen en de Gewesten.";

2. in het tweede lid, dat het derde lid is geworden, worden na de woorden "Zij zijn hernieuwbaar" de woorden "De twee in het vorige lid bedoelde leden moeten worden benoemd uiterlijk 6 maanden na de vorming van de regering van de Franse Gemeenschap ingevolge de vernieuwing van het Parlement van de Franse Gemeenschap." ingevoegd.

HOOFDSTUK 10. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 houdende organisatie van het secundair onderwijs*

Art. 85. § 1. In artikel 20 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 houdende organisatie van het secundair onderwijs, wordt § 3 vervangen door wat volgt :

"§ 3. Zonder afbreuk te doen aan de voorwaarden voor toelating in het betrokken jaar, zijn wijzigingen in de vorm van onderwijs en onderverdeling tijdens het schooljaar toegestaan tot 15 mei van het lopende schooljaar in het derde, vierde, vijfde en zevende leerjaar. Vanaf 16 november zijn deze wijzigingen echter onderworpen aan het gunstig advies van de directeur, na advies van de Klassenraad. Het document waarin deze wijziging wordt bevestigd, moet worden ondertekend door de meerderjarige leerling of door de ouders of de persoon met het ouderlijk gezag van de minderjarige leerling en wordt bij het dossier van de leerling gevoegd. Er zij op gewezen dat de wijziging om juridische en organisatorische redenen door de directeur kan worden geweigerd.

- § 2. In artikel 56 van hetzelfde besluit wordt punt 1° opgeheven.

HOOFDSTUK 11. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap teneinde te waarborgen dat elke leerling gelijke kansen op maatschappelijke emancipatie heeft in een kwalitatief hoogstaande onderwijsomgeving*

Art. 86. In artikel 4, eerste lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende de organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap teneinde te waarborgen dat elke leerling gelijke kansen op maatschappelijke emancipatie heeft in een kwalitatief hoogstaande onderwijsomgeving, wordt de zinsnede "artikel 2, § 1, van het decreet van 18 mei 2012 tot instelling van een opvang- en schoolsysteem voor leerlingen die voor het eerst onderwijs volgen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs" worden vervangen door de woorden "artikel 2, 1°[,] van het decreet van 7 februari 2019 houdende organisatie van de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap".

Art. 87. In artikel 9, § 1, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "Naast de regeling die is vastgesteld bij artikel 32 van het decreet van 13 juli 1998 houdende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en tot wijziging van de onderwijsregeling en bij het decreet van 18 mei 2012 tot instelling van een regeling voor de opvang en het onderwijs van nieuwkomersleerlingen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs" vervangen door de woorden "Naast de regeling die is vastgesteld bij het decreet van 7 februari 2019 houdende organisatie van de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap".

Art. 88. In artikel 10, § 1, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "Naast het stelsel ingesteld bij het decreet van 18 mei 2012 tot instelling van een regeling voor de opvang en het onderwijs van nieuwkomersleerlingen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs" vervangen door de woorden "Naast de stelsels ingesteld bij het decreet van 7 februari 2019 houdende organisatie van de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap".

HOOFDSTUK 12. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst*

Art. 89. In artikel 4 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 3, eerste lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt;
2. in § 3, zevende lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt;
3. in § 6 wordt een 6° ingevoegd, luidend als volgt "6° in samenwerking met de Algemene Dienst voor het beheer van de scholen en de psycho-medisch-sociale centra, de organisatie van het afnemen, het corrigeren en het jureren van de gemeenschappelijke externe proef die leidt tot het uitreiken van het getuigschrift van basisonderwijs aan het einde van het lager onderwijs, alsook de organisatie, het verbeteren of de examencommissie van alle andere externe certificeringsproeven die hen door de regering kunnen worden toevertrouwd;
4. in § 7, tweede lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt.

Art. 90. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 4, eerste lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt;
2. in § 4, zevende lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt;
3. in § 5, eerste lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt;
4. in § 5, vierde lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt;
5. in § 10, tweede lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt.

Art. 91. In artikel 6, § 2, eerste, zesde en zevende lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "onderzoek en" geschrapt.

Art. 92. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 3, eerste lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt;
2. in § 3, zevende lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt;
3. in § 4, vijfde lid, worden de woorden "van het onderzoek en de specifieke controle" vervangen door de woorden "betreffende de beoordeling van de vakbekwaamheid van een technisch personeelslid";
4. in § 7, tweede lid, worden de woorden "onderzoek en" geschrapt.

Art. 93. In hetzelfde decreet is een artikel 7/1 ingevoegd, dat als volgt luidt

"Artikel 7/1. -§ 1. De inspectiediensten zijn, elk voor wat hem aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met onderzoeksopdrachten in één of meer scholen van leerplicht of instelling(en) van sociale promotie of van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan of psycho-medico-sociaal centrum (centra) of in het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap in e-learning.

Deze opdrachten worden uitgevoerd op verzoek van de regering of van de algemene ambtenaar belast met de Algemene Directie Leerplichtonderwijs of van de algemene ambtenaar belast met de Algemene Directie Hoger Onderwijs, Levenslang Leren en Wetenschappelijk Onderzoek of van de algemene ambtenaar belast met de Algemene Directie Sturing van het Onderwijstelsel of van hun afgevaardigde, op basis van een klacht of op hun eigen initiatief.

Voorafgaand aan elke in het eerste lid bedoelde opdracht bepaalt de bemiddelende coördinatie-eenheid, zo nodig uitgebreid met de algemeen ambtenaar belast met de Algemene directie Leerplichtonderwijs of de algemeen ambtenaar belast met de Algemene directie Hoger onderwijs, levenslang leren en Wetenschappelijk Onderzoek, dan wel hun vertegenwoordiger, de draagwijdte en de beperkingen van het mandaat dat met het oog op de opdracht aan de Algemene Inspectiedienst wordt toevertrouwd.

Een onderzoeksopdracht bestaat uit een onderzoeksopdracht of een feitenonderzoek. Een onderzoeksopdracht is een voorlopig onderzoek dat voorafgaat aan een eventuele beslissing om een onderzoek in te stellen. De informatieprocedure kan mondeling worden gevoerd.

De coördinerend inspecteur-generaal wijst de inspecteur(s) aan die verantwoordelijk is (zijn) voor de uitvoering van de onderzoeksopdracht.

§ 2. Indien in het kader van het mandaat van een onderzoeksopdracht een vermeende substantiële tekortkoming wordt vastgesteld die aanleiding zou kunnen geven tot een opdracht als bedoeld in de artikelen 4, § 3, 5, §§ 4 en 5, 6, § 2 en 7, § 3, wordt daarvan melding gemaakt in het in § 4 bedoelde verslag. Bovendien wordt hierover een afzonderlijk verslag opgesteld, dat via de hiërarchie onmiddellijk aan de bemiddelende coördinatie-eenheid wordt toegezonden.

§ 3. De regering bepaalt de procedures en de algemene methode op basis waarvan de in het eerste lid bedoelde opdrachten worden uitgevoerd, waarbij zij er in het bijzonder op toeziet dat het recht van de betrokken personen om hun mening te uiten, gewaarborgd is.

De getuigenis van iedere belanghebbende kan door de Algemene Inspectiedienst worden afgenomen.

§ 4. Binnen vijftien werkdagen na afloop van de onderzoeksopdracht stelt (stellen) de betrokken inspecteur(s) op voorstel van de coördinerend inspecteur-generaal een gedetailleerd verslag op, waarvan het model door de regering wordt vastgesteld. In voorkomend geval wordt het ontwerpverslag onmiddellijk voor commentaar toegezonden aan het personeelslid of de vertegenwoordiger van de inrichtende macht aan wie individuele feiten worden ten laste gelegd. Deze beschikt over een termijn van tien werkdagen om zijn opmerkingen te laten gelden.

Het in het eerste lid bedoelde verslag, dat informatie, een advies en aanbevelingen met betrekking tot de bevindingen van de opdracht bevat, wordt vervolgens binnen vijftien werkdagen toegezonden aan de bevoegde inspecteur-generaal of, wat de Service de l'Enseignement de la promotion sociale et de l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning en de Service de l'Enseignement Artistique betreft, aan de coördinerend inspecteur die verantwoordelijk is voor de dienst, alsmede aan de betrokken inrichtende macht. De bevoegde inspecteur-generaal zendt het verslag en zijn advies over het vervolg van de procedure via het hiërarchische kanaal toe aan de algemene ambtenaar die verantwoordelijk is voor de Algemene directie Leerplichtonderwijs of aan de algemene ambtenaar die verantwoordelijk is voor de Algemene directie Hoger onderwijs, levenslang leren en wetenschappelijk onderzoek.

Indien het onderzoek op eigen initiatief is ingesteld, beslist de betrokken algemeen ambtenaar over het daaraan te geven gevolg. Wanneer de onderzoeksopdracht op initiatief van de regering is uitgevoerd, brengt de betrokken algemeen ambtenaar advies uit over het in het vorige lid bedoelde verslag en legt hij het dossier om beslissing aan de regering voor. De beslissing wordt ter kennis gebracht van alle belanghebbende partijen.

Art. 94. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het eerste lid, 1^o, worden de woorden "bij specifieke onderzoeks- en controleopdrachten" vervangen door de woorden "bij onderzoeksopdrachten, en specifieke controleopdrachten";

2. in het tweede lid worden de woorden "en controle" vervangen door de woorden "of een controleopdracht".

Art. 95. In artikel 22, § 1, derde lid, 2^o, wordt punt *b*) vervangen door het volgende punt:

"*b*) de beoordeling van de beheersing van de bestuursprocessen, de activa en de risico's van een school, een instelling of een psycho-medisch-sociaal centrum";

Art. 96. In artikel 25 van hetzelfde decreet worden de woorden "voor een examencommissie" vervangen door de volgende woorden: "voor een van de in artikel 28 bedoelde examencommissies".

Art. 97. In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het eerste lid worden de woorden "de examencommissie voor de certificeringsproef" vervangen door de woorden: "de examencommissie of examencommissies voor de certificeringsproef";

2. in het tweede lid worden de woorden "De examencommissie" vervangen door: "De examencommissie of examencommissies".

Art. 98. In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het eerste lid wordt de eerste zin vervangen door de volgende zin: "Er worden één of meer examencommissies voor de certificeringsproef ingesteld, die als volgt zijn samengesteld:";

2. in de punten 2, 3 en 4 van het eerste lid wordt het woord "drie" vervangen door "twee";

3. in punt 2 van het eerste lid wordt het woord "definitieve" geschrapt;

4. in het vierde lid worden de woorden "deze examencommissie" vervangen door "deze examencommissie of deze examencommissies";

5. in lid 5 worden de woorden "van de examencommissie" vervangen door de woorden "van de examencommissie of examencommissies".

Art. 99. In artikel 29 van hetzelfde decreet worden de woorden "De examencommissie voor de certificeringsproef legt voor" vervangen door de volgende woorden: "De examencommissie of examencommissies voor de certificeringsproef leggen voor".

Art. 100. In artikel 54, vierde paragraaf, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het eerste lid worden de woorden "de samengestelde examencommissie" vervangen door de woorden: "de samengestelde examencommissie of examencommissies";

2. in het vierde lid worden de woorden "deze examencommissie" vervangen door de woorden: "deze examencommissie of deze examencommissies";

3. in lid 5 worden de woorden "van de examencommissie" vervangen door de woorden: "van de examencommissie of examencommissies".

Art. 101. Aan artikel 70, eerste lid, 1^o van hetzelfde decreet worden de volgende woorden toegevoegd: "of 3^o".

Art. 102. In artikel 72, derde lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het eerste lid worden de woorden ". Wanneer de Commissie de kandidaturen voor het mandaat van inspecteur-generaal onderzoekt of wanneer zij het mandaat evalueert overeenkomstig artikel 81, wordt het vierde lid dat door de regering is benoemd, vervangen door de coördinerend inspecteur-generaal wiens mandaat nog loopt";

2. na het tweede lid wordt het volgende lid toegevoegd: "Aan de deskundige leden van de Commissie bedoeld in lid 1, 3^o, kan een financiële vergoeding worden toegekend volgens de door de regering vastgestelde nadere regels."

Art. 103. In artikel 94, § 4, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in het eerste lid wordt na het woord "waarvan:" een streepje toegevoegd, dat als volgt luidt: "4 tot 8 halve dagen worden gewijd aan de verplichte gemeenschappelijke opleiding van alle personeelsleden van de Algemene Inspectiedienst, waarvan 2 halve dagen binnen elke dienst kunnen worden georganiseerd";

2. tussen het eerste lid en tweede lid wordt een lid ingevoegd, dat als volgt luidt: "Het aantal halve dagen van de gemeenschappelijke verplichte opleiding kan over drie opeenvolgende jaren worden gespreid."

Art. 104. In de bijlage bij hetzelfde besluit, met als opschrift "Bijlage - Ambten die moeten worden vervuld door personeelsleden die inspecteur willen worden", worden in de tweede kolom, getiteld "Ambten van inspecteur bij de Algemene Inspectiedienst", de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Punt 15 wordt vervangen door een nieuw punt 15, dat als volgt luidt: "15. Inspecteur voor Spaans, Italiaans en Frans als vreemde taal in het gewoon secundair onderwijs";

2. Punt 18 wordt vervangen door een nieuw punt 18, dat als volgt luidt: "18. Inspecteur van de cursussen geschiedenis en sociale wetenschappen in de onderbouw van het gewoon secundair onderwijs";

3. Punt 19 wordt vervangen door een nieuw punt 19, dat als volgt luidt: "19. Inspecteur van de geschiedenislessen in het hoger secundair onderwijs";

4. Punt 21 wordt vervangen door een nieuw punt 21, dat als volgt luidt: "21. Inspecteur van aardrijkskundecursussen in het hoger secundair onderwijs";

5. Punt 66 wordt vervangen door een nieuw punt 66, dat als volgt luidt: "66. Inspecteur van artistieke cursussen op het gebied van spraak en theater in het kunstonderwijs";

6. Punt 68 wordt vervangen door een nieuw punt 68, dat als volgt luidt: "68. Inspecteur van artistieke cursussen op het gebied van dans- en circuskunsten in het kunstonderwijs".

Art. 105. In de bijlage bij hetzelfde decreet, met als opschrift "Bijlage: Vereiste ambten voor personeel dat inspecteur wenst te worden", worden in de derde kolom, met als opschrift "Vereiste ambten voor personeel", de volgende wijzigingen aangebracht:

1. Punt 6 wordt vervangen door de volgende tekst:

"meester in filosofie en burgerschap

hoofd van een lagere school of een basisschool, mits hij afkomstig is uit de onder a) bedoelde positie";

2. Punt 19 wordt vervangen door de volgende tekst:

"mits zij in het kader van het gewone onderwijs worden uitgeoefend: leraar in het hoger secundair algemeen geschiedenisonderwijs ambt van bevordering of selectie, in het kader van het gewone onderwijs, mits zij afkomstig zijn van het onder a) bedoelde ambt dat in het kader van het gewone onderwijs wordt uitgeoefend of van het ambt van gespecialiseerd onderwijs of van sociale promotie ambt van bevordering of selectie, in het kader van het gespecialiseerde onderwijs of van de sociale promotie, mits zij afkomstig zijn van het onder a) bedoelde ambt dat in het kader van het gewone onderwijs wordt uitgeoefend";

3. Punt 21 wordt vervangen door de volgende tekst:

"mits zij in het kader van het gewone onderwijs worden uitgeoefend: leraar algemene aardrijkskunde van het hoger secundair onderwijs ambt van bevordering of selectie, in het kader van het gewone onderwijs, mits zij afkomstig zijn van het onder a) bedoelde ambt dat wordt uitgeoefend in het kader van het gewone onderwijs, het gespecialiseerde onderwijs of de sociale promotie ambt van bevordering of selectie, in het kader van het gespecialiseerde onderwijs of de sociale promotie, mits zij afkomstig zijn van het onder a) bedoelde ambt dat wordt uitgeoefend in het kader van het gewone onderwijs";

4. Punt 46 wordt vervangen door de volgende tekst:

"op voorwaarde dat zij in het gewone onderwijs worden uitgeoefend: leraar algemene scheikunde, leraar algemene biologie, leraar algemene natuurkunde op het hogere niveau van het secundair onderwijs ambt van bevordering of selectie, in het gewone onderwijs, op voorwaarde dat u afkomstig bent uit het ambt bedoeld onder a), uitgeoefend in het gewone onderwijs of in het gespecialiseerde onderwijs of in het sociale promotie ambt van bevordering of selectie, in het gespecialiseerde onderwijs of in het sociale promotie, op voorwaarde dat u afkomstig bent uit het ambt bedoeld onder a), uitgeoefend in het gewone onderwijs";

5. Punt 47 wordt vervangen door de volgende tekst:

"Leraar technische computercursussen, leraar technische communicatie op hoger secundair niveau

bevordering of selectiefunctie, in het gewone onderwijs, op voorwaarde dat de betrokkene afkomstig is uit het onder a) bedoelde ambt in het gewone onderwijs of het gespecialiseerde of sociale onderwijs bevordering of selectiefunctie, in het gespecialiseerde of sociale onderwijs, op voorwaarde dat de betrokkene afkomstig is uit het onder a) bedoelde ambt in het gewone onderwijs;

6. Punt 49 wordt vervangen door de volgende tekst:

"Ambten die door personeelsleden moeten worden vervuld

leraar filosofie en burgerschap in het lager of hoger secundair gewoon of gespecialiseerd onderwijs - bevorderings- of selectieambt, mits hij/zij afkomstig is uit een ambt als bedoeld onder a)".

HOOFDSTUK 13. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot vaststelling van het statuut van de zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst*

Art. 106. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 1, § 2, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot vaststelling van het statuut van de zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst:

1. 4° wordt vervangen door de volgende tekst "4° "het Wetboek": het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs";

2. in 8° worden de woorden "bedoeld in artikel 67, § 2, van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "als bedoeld in artikel 1.3.1-1, 45°/1 van het Wetboek";

3. in 9° worden de woorden "bedoeld in artikel 67, § 6, tweede lid, van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "als bedoeld in artikel 1.3.1-1, 18°/1 van het Wetboek";

4. in 10° worden de woorden "68, § 7, van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "zoals omschreven in artikel 1.3.1-1, 22°/1 van het Wetboek";

5. in 11° worden de woorden "68, § 7, van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "zoals omschreven in artikel 1.3.1-1, 49°/1 van het Wetboek";

6. in 13° worden de woorden "61 van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "1.6.1-2 van het Wetboek".

Art. 107. In artikel 3, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "67 en 68 van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-1 tot 1.5.2-22, van het Wetboek".

Art. 108. In artikel 5, § 4, van hetzelfde decreet worden de woorden "Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "Wetboek".

Art. 109. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de woorden "67 en 68 van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "1.5.2-1, tot 1.5.2-22, van het Wetboek".

Art. 110. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 1, 1°, worden de woorden "in artikel 67 van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "in de artikelen 1.5.2-1 tot 1.5.2-12 van het Wetboek";

2. in § 1, 2°, worden de woorden "in artikel 68 van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "in de artikelen 1.5.2-13 tot 1.5.2-22 van het Wetboek";

3. in § 1, 4°, worden de woorden "in samenwerking met de Algemene Inspectiedienst," ingevoegd voor de woorden "van de organisatie van de gunning";

4. in § 4 worden de woorden "het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "het Wetboek".

Art. 111. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de woorden "in artikel 67 van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "in de artikelen 1.5.2-1 tot en met 1.5.2-12 van het Wetboek".

Art. 112. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 68 van het Opdrachtendecreet" vervangen door de woorden "in de artikelen 1.5.2-13 tot en met 1.5.2-22 van het Wetboek".

Art. 113. In artikel 35 van hetzelfde decreet worden de woorden "43 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving" vervangen door de woorden "1.7.3-5 van het Wetboek".

Art. 114. Artikel 46, § 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt

"Aan de deskundige leden van de Commissie bedoeld in paragraaf 1, 3°, kan een financiële vergoeding worden toegekend volgens de modaliteiten die de regering vaststelt.

Art. 115. Artikel 103, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door een lid dat luidt als volgt:

"Het wordt genomen tussen 1 juli en 31 augustus. Het bedraagt een minimumduur van tien werkdagen en kan al dan niet aaneengesloten worden opgenomen wanneer het de betrokkene uitkomt, met inachtneming van de eisen voor de goede werking van de algemene dienst.

Art. 116. In artikel 123, 3°, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene sturingsdienst voor scholen en psycho-medisch-sociale centra en tot vaststelling van het statuut van de zonedirecteurs en de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, worden de woorden "de zonedirecteurs" vervangen door "de afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst als het een afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst is die het beroep instelt, of onder de zonedirecteurs als het een zonedirecteur is die het beroep instelt."

HOOFDSTUK 14. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 april 1967 tot vaststelling van de regels voor de berekening van het aantal opvoeders in het rijksonderwijs

Art. 117. In artikel 2bis van het koninklijk besluit van 18 april 1967 tot vaststelling van de regels voor de berekening van het aantal opvoeders in het rijksonderwijs:

1. worden de woorden "de ministers die rijksonderwijs in hun portefeuille hebben, kunnen" vervangen door de woorden "de minister die onderwijs in zijn portefeuille heeft, kan";

2. worden de woorden "tot en met het schooljaar 1981-1982" geschrapt;

3. wordt het artikel aangevuld met een tweede en een derde lid, die als volgt luiden:

"Bijzondere en uitzonderlijke omstandigheden kunnen worden gedefinieerd op basis van objectieve criteria inzake veiligheid, configuratie van de gebouwen en ligging van de verschillende vestigingen:

- ontoereikende veiligheidsnormen of door de brandpreventiediensten uitgevaardigde bevelen, met name voor oude gebouwen die minder geschikt zijn voor de activiteiten en/of aan de normen moeten worden aangepast;

- hogere bewakingseisen voor gebouwen met meerdere verdiepingen, meerdere vleugels of paviljoens, vooral voor nachtbewaking;

- afstand tussen het internaat en de partnerschool(s);

- opvang van leerlingen met speciale behoeften die mogelijk ernstige pathologieën hebben;

- opening tijdens het weekend.

Het aantal toegestane halve opdrachten mag niet meer bedragen dan drie voltijds equivalenten per internaat.

HOOFDSTUK 15. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

Art. 118. In het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1. in artikel 1, § 2, 2°, worden na de woorden "in een door de staat gesubsidieerde instelling voor gewoon of gespecialiseerd basis- of secundair onderwijs" de woorden "of hoger onderwijs" toegevoegd;

2. artikel 2, derde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling:

"In afwijking van § 2 kan de regering gedurende twee opeenvolgende school- of academiejaren een georganiseerde internaat behouden waar op 1 oktober van het voorafgaande school- of academiejaar ten minste eenentwintig regelmatig ingeschreven internaatleerlingen zijn ingeschreven";

3. in artikel 3 wordt een § 4 ingevoegd, die als volgt luidt:

"In afwijking van § 1, 3°, kan de regering de toekenning van exploitatiesubsidies behouden voor een gesubsidieerd internaat dat gedurende twee opeenvolgende school- of academiejaren ten minste eenentwintig regelmatig ingeschreven internaatsleerlingen telt op 1 oktober van het voorafgaande schooljaar";

4. in artikel 4, tweede lid, wordt punt d) geschrapt;

5. in artikel 4, vierde lid, worden een tweede en een derde lid ingevoegd, die als volgt luiden:

"Aan de in het eerste lid bedoelde internaatstudenten worden de extra internaatstudenten toegevoegd die in het hoger onderwijs zijn ingeschreven tussen 1 oktober en 31 oktober volgend op het begin van het academiejaar.

Leerlingen die een Erasmus-programma in België volgen en na de in tweede lid bedoelde datum in het internaat zijn ingeschreven, worden in de loop van het jaar toegevoegd, mits zij een toename van ten minste 10% van het aantal in de leden 1 en 2 bedoelde leerlingen vertegenwoordigen. Deze verhoging wordt alleen in aanmerking genomen als de toename van het aantal interne leerlingen gedurende tien opeenvolgende dagen aanhoudt."

HOOFDSTUK 16. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 119. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 12bis, § 4, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2020:

1. in het eerste lid worden de woorden "wettelijke of bestuursrechtelijke" ingevoegd tussen de woorden "nieuwe bepalingen" en de woorden "de toegang beperken";

2. er worden twee nieuwe leden 2 en 3 ingevoegd, die als volgt luiden:

"De specifieke vereisten betreffende het tijdelijk of incidenteel verrichten van diensten als bedoeld in titel II van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, met inbegrip van:

-automatische tijdelijke inschrijving bij of aansluiting pro forma bij een beroepsorganisatie of -orgaan, als bedoeld in artikel 6, eerste lid, onder a), van Richtlijn 2005/36/EG;

-een voorafgaande verklaring overeenkomstig artikel 7, eerste lid, van voornoemde Richtlijn 2005/36/EG, de overlegging van de overeenkomstig lid 2 van dat artikel vereiste documenten of een andere gelijkwaardige eis;

-de betaling van een vergoeding of de vereiste kosten voor administratieve procedures in verband met de toegang tot of de uitoefening van gereguleerde beroepen, die ten laste komen van de dienstverrichter.

Het voorgaande lid is niet van toepassing op maatregelen die ertoe strekken de naleving te waarborgen van de arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden die overeenkomstig het recht van de Unie worden toegepast;

3. in lid 2, thans lid 4, worden de woorden "van dit onderzoek" vervangen door de woorden "van het in het eerste lid bedoelde evenredigheidsonderzoek";

4. Na het tweede lid, dat het vierde lid is geworden, worden twee leden toegevoegd, die als volgt luiden: "3. De vaststelling van de in de leden 1 en 2 bedoelde bepalingen wordt tevens voorafgegaan door het verstrekken van informatie, overeenkomstig de door de regering vastgestelde procedures, aan de burgers, de afnemers van diensten en andere betrokkenen, met inbegrip van degenen die niet tot de betrokken beroepsgroep behoren. Alle relevante belanghebbenden worden naar behoren bij het proces betrokken en krijgen de gelegenheid hun standpunt naar voren te brengen. Waar dat relevant en passend is, worden openbare raadplegingen gehouden.

Wanneer specifieke vereisten betreffende de regulering van een bepaald beroep zijn neergelegd in een afzonderlijke handeling van de Unie waarbij de keuze van de omzetting niet aan de lidstaten wordt overgelaten, zijn de bepalingen van dit artikel, in afwijking van de voorgaande leden, niet van toepassing."

Art. 120. In artikel 32, § 2, derde lid, van dezelfde wet worden de woorden "en gespecialiseerde" ingevoegd tussen de woorden "gewoon secundair" en de woorden "die een internaat hebben", alsook tussen de woorden "gewoon secundair" en de woorden "worden eveneens toegekend".

HOOFDSTUK 17. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juni 1996 tot regeling van de dienstreizen, de verloven voor dienstreizen en de beschikbaarheid voor bijzondere dienstreizen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 121. De volgende wijzigingen worden aangebracht aan artikel 14bis, derde lid, van het decreet van 24 juni 1996 tot regeling van de dienstreizen, de verloven voor dienstreizen en de beschikbaarheid voor bijzondere dienstreizen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap:

1. in het eerste lid worden de woorden "die door het Staatsbureau voor medische en sociale diensten tijdelijk ongeschikt is verklaard voor de uitoefening van zijn ambt" en "ingevoegd tussen de woorden "ziekte" en "die heeft afgesloten";

2. in hetzelfde lid worden de woorden ", met instemming van het Office socio-médical de l'Etat," geschrapt;

3. in het derde lid worden de woorden "van het Office socio-médical de l'Etat" vervangen door de woorden "van het organisme dat door de regering van de Franse Gemeenschap belast is met het toezicht op de afwezigheden wegens ziekte of gebrek".

HOOFDSTUK 18. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren voor de verwezenlijking daarvan*

Art. 122. In artikel 96, derde lid, van het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren voor de verwezenlijking daarvan, worden de woorden ", voor het buitengewoon onderwijs," geschrapt.

HOOFDSTUK 19. — *Bepaling tot afwijking van de klasles voor de toekenning van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid 2021*

Art. 123. In afwijking van artikel 50, derde lid, van het decreet van 20 juli 2006 betreffende diverse maatregelen met betrekking tot de leerplicht, het hoger onderwijs, de cultuur en levenslang leren, kan voor de examenzitting voor het behalen van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid 2021 de les bedoeld in artikel 47, derde lid, a), van hetzelfde decreet slechts voor de examencommissie worden gehouden indien de gezondheidstoestand in verband met de uitbraak van COVID-19 dit vereist.

HOOFDSTUK 20. — *Bepaling over de verlenging van de termijn voor de indiening van de sturingsplannen van het derde cohort in de context van de gezondheidscrisis in COVID-19*

Art. 124. In artikel 10, § 2, 1° van het decreet van 9 december 2020 houdende bevestiging van diverse besluiten van bijzondere machten van de regering van de Franse Gemeenschap op het gebied van het leerplichtonderwijs overeenkomstig artikel 4, eerste lid, van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere bevoegdheden aan de regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 en tot wijziging van de decreten van bijzondere bevoegdheden van de regering van de Franse Gemeenschap nr. 33 van 18 juni 2020 betreffende de aanpassing van het tijdschema voor de externe niet-certificerende evaluaties voor het schooljaar 2020-2021 in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 en nr. 34 van 18 juni 2020 tot afwijking van een aantal bepalingen betreffende de sturing van het onderwijsstelsel in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19, worden de woorden "30 april 2022" vervangen door de volgende woorden "31 oktober 2022".

HOOFDSTUK 21. — *Slotbepalingen en vaststelling van de inwerkingtreding*

Art. 125. In afwijking van artikel 3, § 4, derde lid, van het ontwerp van decreet van 25 april 2019 betreffende het digitale bestuur van het schoolstelsel en de overdracht van digitale gegevens in het leerplichtonderwijs, ingevoegd bij artikel 84, 2°, van dit decreet, moeten de twee leden van de in deze bepaling vermelde Netoverschrijdend comité Digitaal onderwijs voor het eerst worden benoemd binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 126. Dit decreet treedt in werking op de tiende dag volgend op die van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van:

- artikel 15, dat op 1 januari 2022 in werking treedt;
- artikel 16, dat op 1 september 2022 in werking treedt;
- artikel 34, dat met ingang van 1 mei 2021 uitwerking heeft;
- artikel 48, dat met ingang van 1 september 2019 uitwerking heeft;
- artikel 51 dat met ingang van 1 september 2020 uitwerking heeft;
- de artikelen 54 en 55, die met ingang van 1 juni 2021 uitwerking hebben;
- artikel 59, dat met ingang van 1 september 2021 uitwerking heeft;
- artikel 60, dat met ingang van 1 september 2020 uitwerking heeft;
- de artikelen 64 tot en met 67, die met ingang van 1 september 2019 uitwerking hebben;
- de artikelen 72 en 73, die met ingang van op 1 januari 2022 uitwerking hebben;
- de artikelen 74 tot en met 77, die met ingang van 1 september 2019 uitwerking hebben;
- de artikelen 89, 3°, en 110, 3°, die met ingang van 1 juni 2021 uitwerking hebben;
- de artikelen 89, 1°, 2° en 4°, en 90 tot en met 94, die met ingang van 1 september 2019 uitwerking hebben;
- artikel 95, dat met ingang van 1 juni 2021 uitwerking heeft;
- de artikelen 96 tot en met 99, die met ingang van 1 januari 2022 uitwerking hebben;
- de artikelen 101, 102 en 114, die met ingang van 1 januari 2022 uitwerking hebben;
- artikel 103, dat met ingang van 1 september 2019 uitwerking heeft;
- de artikelen 104 en 105, die met ingang van 15 januari 2023 uitwerking hebben;
- de artikelen 106 tot en met 109, 110, 1°, 2° en 4°, en 111 tot en met 113, die dat met ingang van 1 september 2020 uitwerking hebben;

- artikel 115, dat met ingang van 1 juli 2021 uitwerking heeft;
- artikel 116, dat met ingang van 15 maart 2022 uitwerking heeft;
- artikel 119, dat met ingang van 1 september 2021 uitwerking heeft;
- artikel 123, dat met ingang van 1 maart 2022 uitwerking heeft.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 24 februari 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Documenten van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 340-1. - Amendement(en) in de commissie, nr. 340-2 - Verslag van de commissie, nr. 340-3 - Teksten aangenomen in de commissie, nr. 340-4 - Amendement(en) in de vergadering, nr. 340-5 - Teksten aangenomen in de plenaire vergadering, nr. 340-6

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 23 februari 2022.

Nota: betreft artikel 50 van dit decreet.

(1) Est considéré comme « ayant décroché » l'élève qui quitte l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice entre deux années scolaires. Il s'agit, plus précisément, des jeunes qui ne sont plus inscrits dans une école organisée ou subventionnée par la Fédération Wallonie-Bruxelles l'année scolaire suivante.

(2) Est considéré comme « changeant d'école » un élève qui est inscrit au 15 janvier dans une école et qui, au 15 janvier de l'année suivante, est inscrit dans une autre école.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/31583]

10 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon étendant le périmètre et renouvelant l'agrément de la réserve naturelle agréée de « Fouches » à Arlon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, articles 6 modifié par le décret du 7 septembre 1989, 10, modifié par le décret du 11 avril 1984, 11, modifié par le décret du 6 décembre 2001, 12, 13, 18, 19, modifié par le décret du 6 décembre 2001, 37, modifié par les décrets du 11 avril 1984 et du 22 mai 2008, et 41 modifié par les décrets du 7 septembre 1989 et du 6 décembre 2001 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 17 juillet 1986 concernant l'agrément des réserves naturelles et le subventionnement des achats de terrains à ériger en réserves naturelles agréées par les associations privées, articles 10 et 11 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 1996 portant création de la réserve naturelle de « Fouches » ;

Vu l'avis favorable du pôle « Ruralité », section « Nature », donné le 29 octobre 2021 ;

Vu l'avis favorable de la Direction d'Arlon du Département de la Nature et des Forêts, donné le 9 décembre 2021 ;

Vu l'avis réputé favorable du collège provincial de Luxembourg, non remis dans les délais des 60 jours ;

Considérant la demande d'agrément déposée par l'association NATAGORA pour le site « Fouches », le 12 mai 2021 ;

Considérant que la demande concerne l'extension de la réserve ainsi que le renouvellement de l'agrément pour les parcelles agréées antérieurement ; qu'il y a lieu d'uniformiser les échéances des agréments des parcelles concernées ;

Considérant l'exclusion de la demande d'agrément des parcelles HACHY/C1275D et HACHY/C1277E qui sont en indivision mais intégrées dans le plan de gestion de la réserve dans la demande du 12 mai 2021 ;

Considérant la correction de la superficie totale des terrains agréés de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 décembre 1996 par suite d'erreurs dans le dossier de demande de 1996 ;

Considérant que le plan de gestion s'applique tant aux anciennes qu'aux nouvelles parcelles de la demande d'agrément ;

Considérant les qualités biologiques avérées du site ;

Considérant que le site a fait l'objet ou fait l'objet de travaux de restauration dans le cadre de projets LIFE, cofinancés par l'Union européenne et la Région wallonne ;

Considérant que, dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages ainsi que de la conservation des habitats naturels de la réserve, il y a lieu de mener des opérations d'aménagement et de gestion de la réserve plutôt que de laisser les phénomènes naturels évoluer de manière totalement libre ;